

D.167 - Séminaire financier et d'Évangélisation - Partie 4

par Guy Richer

Historique de la réserve fédérale américaine

Nous allons voir maintenant comment cette véritable conspiration a été mise au point, entre les banquiers et les politiciens, afin d'instaurer cet engrenage dans lequel toute l'économie nord-américaine est prise sans aucune possibilité de s'en libérer.

L'instauration de ce système, que l'on appelle « argent fractionnel » qui, partout où il a été imposé, a amené des économies d'esclavage pour les gouvernements et la population.

Nous pouvons, ici, parler littéralement d'une conspiration.

Ce compte-rendu est l'œuvre de Monsieur Edward Griffin, excellent conférencier. J'ai eu le plaisir d'assister au séminaire sur le sujet qui va suivre.



La créature de Jekyll Island :

Tout sur l'histoire des banques

Dans le livre *La créature de l'île Jekyll*, l'auteur, Edward Griffin, explique comment se servir du pouvoir et de l'argent pour contrôler les groupes et les institutions, en achetant l'autorité et l'emprise des gens qui les dominent. Ce procédé consiste à corrompre des politiciens, des partis politiques, des réseaux de télévision, des réseaux câblés, des journaux, des magazines, des agences de publicité, des agences de presse, des studios cinématographiques, des universités, des syndicats de travailleurs, des organismes religieux, des associations commerciales, des institutions à but non lucratif, des sociétés multinationales, des mouvements de scoutisme pour garçons et filles et ainsi de suite. En fait, n'importe quel groupe qui exerce une influence constitue une cible parfaite pour accroître ce contrôle. Les acquéreurs, dont il est question dans cette leçon, ont beaucoup d'argent pour se procurer ce contrôle.

AVERTISSEMENT !

Vous êtes sur le point d'entrer dans une zone de réalité... Un endroit où la vérité est plus étrange que la fiction, où la connaissance est profonde, où les mythes sont détruits et les séductions étalées au grand jour. En ces lieux, vous découvrirez les

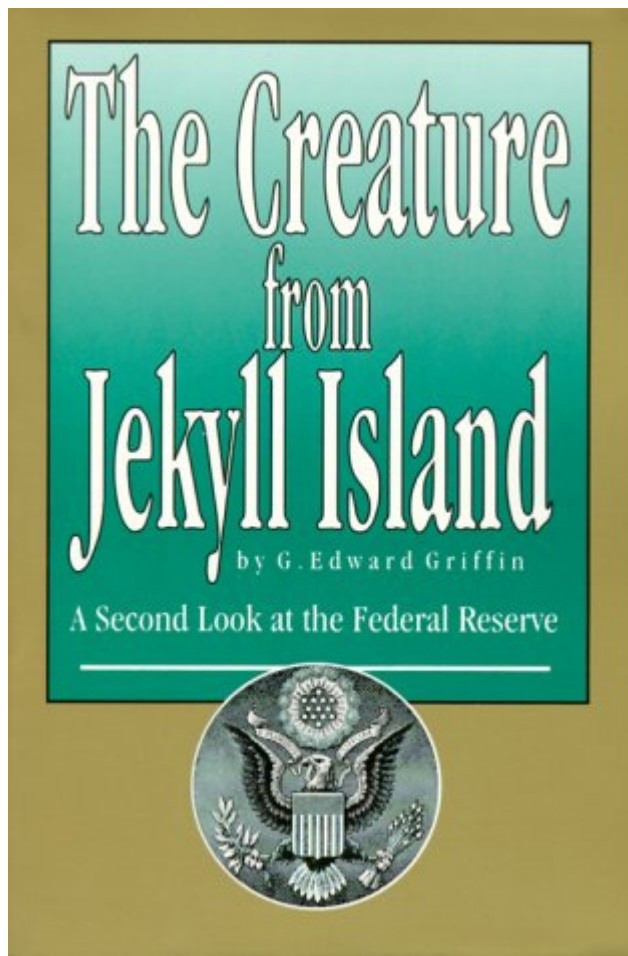
vraies leçons d'histoire. En ces lieux, de vraies aventures de la vie vous dévoileront la nature cachée de l'homme. Si vous poursuivez votre écoute, vous ne pourrez plus jamais retourner dans la zone floue d'où vous venez.

Bienvenue dans la zone de réalité. Je m'appelle Ed Griffin et j'ai écrit un livre intitulé *La créature de l'île Jekyll, un second regard sur la Réserve fédérale*.

Transportons-nous au premier siècle, dans un minuscule royaume appelé Fryggia, où un philosophe du nom d'Ethectate a déclaré qu'il existait quatre types d'apparences : les choses paraissent telles qu'elles sont ; elles ne paraissent pas telles qu'elles sont ; les choses sont ce qu'elles sont sans le paraître ; elles ne sont pas ce qu'elles sont et paraissent l'être. Cet homme aurait pu donner des cours bancaires et d'économie dans l'une de nos universités. Cela ne ressemble-t-il pas aux explications que l'on obtient en lisant les relevés de la Réserve fédérale ? Ethectate s'est servi d'un concept relativement simple et pourtant, lorsqu'il eut terminé son explication, personne ne comprenait toujours pas de quoi il parlait. Voilà ce à quoi nous devons faire face de nos jours avec les experts. Il cherchait seulement à dire que les apparences peuvent parfois être trompeuses. Il nous a tout de même donné un chemin à suivre, un thème.

S'il existe quelque chose de trompeur dans le monde, c'est bien le système de la Réserve fédérale. On peut le considérer comme le 4^e type d'apparence qu'Ethectate décrivait comme suit : il n'est pas ce qu'il est et paraît l'être. Ma présentation portera sur ce thème.

La création du système de la Réserve fédérale (la *Fed*)...



Le titre du livre, *La créature de l'île Jekyll, un second regard sur la Réserve fédérale*, en dit très long sur le contenu de ma présentation. L'île Jekyll existe vraiment. Elle se situe au large de la côte de Géorgie. Le système de la Réserve fédérale fut conçu sur cette île, en 1910, lors d'une réunion ultra secrète. Lorsque l'on opère en secret, cela signifie habituellement que l'on cache quelque chose. Tout ce dont je vous entretiendrai fut mis par écrit. En 1910, un petit groupe de millionnaires de New York, dont J. P. Morgan, William Rockefeller et leurs associés, possédait l'île Jekyll en totalité. Leurs familles venaient y passer les mois d'hiver. L'île servait de lieu de vacances et on l'appelait le Club de l'île Jekyll. Depuis, l'état de la Géorgie a acheté l'île. On y retrouve un pavillon où il y a une pièce spéciale. Sur la plaque de laiton fixée à la porte de cette salle, on peut lire : « *Le système de la Réserve fédérale fut créé dans cette pièce* ». On peut accéder à ces informations dans les bibliothèques.

En novembre 1910, le sénateur Nelson Aldrich envoya son train privé à une station de chemin de fer du New Jersey, tard le soir. Le train était prêt à le recevoir ainsi que six autres hommes qui venaient à la condition ultime de n'en souffler mot à

personne. On leur avait demandé, par exemple, de se présenter à un moment précis et de ne pas souper ensemble le soir de leur départ. S'il advenait qu'ils arrivent au même moment, ils devaient prétendre qu'ils ne se connaissaient pas. Étant donné que ces hommes étaient bien connus, on leur avait dit d'éviter les journalistes. L'un d'entre eux a même traîné un fusil de chasse pour prétendre, si on le lui demandait, qu'il allait en voyage de chasse aux canards. Nous apprîmes plus tard, à travers sa biographie, qu'il n'avait jamais possédé d'arme à feu de sa vie. Il l'avait empruntée pour l'occasion. À bord du wagon, ils avaient reçu l'ordre de ne s'adresser l'un à l'autre que par leur prénom. Deux d'entre eux ont même utilisé des noms de code. La raison en était fort simple : le personnel de service à bord du train ne devait pas savoir qui ils étaient.

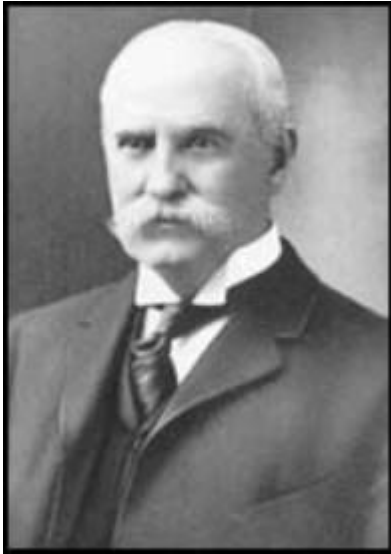
Le train privé voyagea pendant deux nuits et une journée, c'est-à-dire, un voyage de mille milles (1 600 km), jusqu'à ce qu'il arrive à une voie d'évitement située à Brunswick, Géorgie. À partir de là, ils prirent un traversier jusqu'à l'île Jekyll.



Pendant neuf jours, ils sont restés assis autour de la table du pavillon et ont éclairci tous les détails importants de ce qui allait devenir le système de la Réserve fédérale. Lorsqu'ils eurent terminé, ils retournèrent à New York et, pendant un certain nombre d'années, nièrent la tenue d'une telle réunion. Ce n'est que lorsque le système de la Réserve fédérale fut fermement établi qu'ils commencèrent à parler ouvertement de ce qu'ils avaient fait. Plusieurs d'entre eux rédigèrent des livres et

des articles de revues sur le sujet. Il nous est maintenant possible d'en apprendre davantage sur ce qui s'est passé.

Qui étaient ces hommes ?



Le sénateur Nelson Aldrich, chef de file républicain du Sénat (membre de la Commission monétaire nationale — ce comité spécial du Congrès, créé dans le but d'émettre des recommandations relatives à la réforme législative des opérations bancaires d'Amérique). Même à cette époque, les Américains s'inquiétaient de laisser tout le pouvoir financier entre les mains d'un petit groupe de banques et de sociétés de placement new-yorkaises. Ils l'appelaient la Fiducie Monétaire (ou *Money Trust*). Les citoyens voulaient mettre un terme à l'empire de cette dernière. Plusieurs politiciens ont été élus grâce à leur promesse d'aider à réaliser ce projet. D'ailleurs, l'un des objectifs de la Commission monétaire du sénateur Aldrich visait exactement à accomplir ce but. Toutefois, le sénateur entretenait une relation commerciale avec l'homme d'affaires J. P. Morgan (franc-maçon *shrinier*).[1]



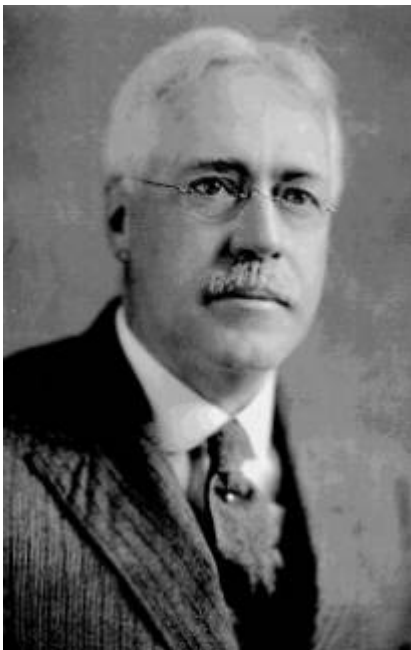
Pierpoint Morgan



John D. Rockefeller

P. Morgan était le beau-père de John D. Rockefeller Jr et devint, par conséquent, le grand-père de Nelson Rockefeller, ancien gouverneur de l'État de New York et vice-président des États-Unis.

Le deuxième homme présent à la réunion se nommait Abraham Piat Andrews, le sous-secrétaire au Trésor américain. Plus tard, il devint membre du Congrès et fut, tout au long de sa carrière, un homme très influent au sein des milieux bancaires.



Le troisième homme s'appelait Frank Vanderlip, le président de la *National Bank of New York*, la plus grande et la plus puissante banque d'Amérique. Il représentait les intérêts financiers de William Rockefeller, frère de John D., et de la société d'investissement internationale *Kuhn, Loeb & Company* (banque juive-allemande). Henry Davison, l'associé principal de la *J. P. Morgan Company*, était présent. Charles Norton, le président de la *First National Bank* de New York, participait à cette réunion. Benjamin Strong, le directeur général de la *J. P. Morgan's Bankers Trust Company*, y assistait également. Il en devint d'ailleurs le P.D.G., trois ans plus tard, suite à l'adoption de la Loi sur la Réserve fédérale.



Enfin, Paul Warburg prenait lui aussi part à la réunion. Il était probablement l'homme le plus important en ces lieux grâce à ses connaissances bancaires européennes. Juif-allemand de souche, il se fit éventuellement naturaliser citoyen américain. En plus d'être un partenaire de *la Kuhn, Loeb & Company*, il représentait également la dynastie bancaire Rothschild (famille juive faisant partie des Sages de Sion) en Angleterre et en France. De plus, il entretenait des liens étroits avec son frère Max, le directeur en chef du consortium bancaire Warburg en Allemagne et aux Pays-Bas.



Paul Warburg était l'un des hommes les plus riches du monde. Ces sept hommes qui se trouvaient sur l'île Jekyll, en majorité juifs, représentaient à eux seuls en ce temps, directement et indirectement, approximativement un quart de la richesse planétaire globale.

Voici comment tout cela s'est vraiment déroulé. Frank Vanderlip affirma dans un article du *Saturday Evening Post* du 9 février 1935 : « Je ne crois pas exagérer en considérant notre expédition secrète sur l'île Jekyll comme une occasion en or de créer ce qui devint éventuellement le système de la Réserve fédérale, et ce, même si le mot d'ordre voulait que l'on garde ce fait le plus secret possible. Une fois installés à l'intérieur du train, nous avons commencé par respecter l'interdiction d'utiliser nos noms de famille respectifs. Nous nous adressions l'un envers l'autre en tant que Ben, Paul, Nelson et Abe. Davison et moi avons même poussé la mascarade jusqu'à abandonner nos prénoms. Davison prit le nom de Wilbur et j'empruntai le nom d'Orville, en l'honneur des deux frères Wright, les pionniers de l'aviation. Il se peut que les serviteurs et les employés du train aient reconnu un ou deux d'entre nous, mais ils ne nous connaissaient pas tous. Nos noms réunis auraient pu à eux seuls donner une toute autre portée à notre expédition, tant à Washington, qu'à la Bourse de New York ou même à Londres. Il ne fallait tout simplement pas que l'on nous découvre. » Pourquoi ?

Vanderlip donne une réponse à cette question dans le même article : « Éventer le secret du rassemblement de notre groupe en particulier et de nos travaux **équivalait à anéantir toute chance que le Congrès vote la Loi sur le comportement des banques.** » Pourquoi ? Parce que le but de cette loi

consistait à mettre un terme à l'empire de la Fiducie monétaire et croyez-le ou non, cette loi avait été écrite par les membres mêmes de la Fiducie monétaire. C'est aussi simple que cela. Si le public avait eu connaissance de cette réunion, le système de la Réserve fédérale n'aurait jamais vu le jour. Comme si l'on demandait à un renard de construire un poulailler et d'y installer un système d'alarme ! Cette réunion devait avoir lieu dans le plus grand secret. Ni le grand public, ni le Congrès ne l'aurait acceptée. En d'autres termes, on créa la Réserve fédérale secrètement parce qu'elle aurait suscité trop de suspicion. De plus, d'autres raisons s'ajoutent à cela. Analysons la composition du groupe.

Ici, nous avons les Morgan, les Rockefeller, les Warburg et ainsi de suite, tous assis à discuter autour d'une table. Il se peut que vous vous demandiez ce qu'il y a de mal à cela. Eh bien, ce qui ne va pas, c'est que tous ces gens étaient des compétiteurs, des géants de la finance mondiale qui se battaient, non seulement à New York, mais également à Londres ou à Paris, entre autre. Les livres d'histoire décrivent cette époque américaine comme l'aube de la période du cartel. Une transition idéologique majeure s'opérait en affaires. Les grandes entreprises avaient pris de l'expansion au niveau de leur pouvoir d'action et de leur prospérité grâce à la concurrence permise par la libre entreprise. Cet état de fait conféra la supériorité aux États-Unis et lui permit de surpasser l'ordre mondial suranné. **À partir de cet instant, les grandes entreprises transformèrent leur idéologie en monopole et évitèrent ainsi la concurrence. Pour reprendre les paroles de John D. Rockefeller père : « La concurrence est un péché. » Les dirigeants de ces entreprises consacrèrent leur vie à l'élimination de la concurrence, quel qu'en soit le prix. S'ils n'y parvenaient pas, ils l'achetaient ou, dans la mesure du possible, s'y associaient en un monopole partagé. C'est ce qu'on appelle un cartel.**

Cette transition se produisit à cette période de l'histoire. Pendant les quinze années qui ont précédé le rassemblement sur l'île Jekyll, les groupes financiers de toutes les industries s'étaient progressivement associés en *joint-ventures* ou entreprises communes au lieu de concurrencer l'un contre l'autre. Ils s'étaient rendus compte que cela fonctionnait et l'ont apprécié.

Nous étudierons maintenant une deuxième réalisation ahurissante concernant la Réserve fédérale. Nous verrons d'ailleurs qu'il ne s'agit aucunement d'une organisation gouvernementale. Il s'agit d'un cartel ! Ils ont créé un cartel bancaire et l'ont rendu légal, conformément à la loi. Personne n'apprendra cela à l'école. Un troisième élément s'ajoute à cette histoire : ce cartel s'est associé au gouvernement.

Lorsque l'on forme un partenariat, toutes les parties doivent profiter de certains avantages. Qu'est-ce que le gouvernement gagne dans tout cela ? Examinons ensemble par quel mécanisme le gouvernement fédéral crée l'argent. Comment est-ce que l'argent voit le jour ? Nous devrions le demander au magicien Mandrake. Il pouvait créer quelque chose à partir de rien, puis le faire disparaître par la suite. N'essayez pas de comprendre. Voici comment cela se passe et je vous le présenterai le plus simplement possible.

De l'argent créé comme par magie...

Le Congrès a besoin d'argent et en quantité beaucoup plus importante que ce qu'il perçoit en impôts. Les impôts représentent une fraction de ce que le Congrès requiert pour fonctionner. Comment peut-il dépenser plus que ce qu'il touche en impôt ? Étudions son mode de fonctionnement... Supposons que le Congrès a besoin d'un milliard de dollars pour payer les dépenses du jour. Il s'adresse alors au Trésor et le trésorier-payeur général lui répond : « Vous devez blaguer ! Nous n'avons aucun argent disponible. Vous l'avez dépensé en entier durant les mois de février et mars. Tout ce que nous avons perçu en impôt est parti en fumée. » Le Congrès affirme qu'il le sait. Ils en arrivent à la conclusion qu'ils auraient dû puiser l'argent dans les fonds publics. Puis, le Congrès passe par l'imprimerie, non pas pour faire imprimer de l'argent, mais plutôt des certificats. De beaux billets où apparaissent, dans la partie supérieure, un aigle et la mention : Bon du Trésor des États-Unis (billet ou promesse, suivant la date d'échéance). En fait, ce sont des reconnaissances de dettes et le Congrès espère qu'elles inciteront les gens à prêter au gouvernement en retour. Plusieurs personnes le font parce qu'elles ont entendu dire qu'il s'agit de l'un des meilleurs investissements à faire. **Gardez toujours ceci à l'esprit : le gouvernement vous fait croire que vous investissez, mais en réalité, vous lui prêtez de l'argent lorsque vous achetez ses valeurs.** Il affirme qu'il s'agit du

meilleur investissement possible parce qu'il est avalisé par la confiance et le crédit du gouvernement des États-Unis. Ce sont des billets équivalents aux obligations d'épargne du Canada. **Cela signifie que le gouvernement s'engage solennellement à vous rendre votre argent avec des intérêts, même s'il doit vous prendre tout ce que vous possédez en impôt pour y arriver.**

Puis, les représentants du Congrès et du Trésor se rendent ensemble jusqu'à l'immeuble de la Réserve fédérale. La *Fed* les attendait. Elle rédige immédiatement un chèque d'un milliard de dollars au Trésor des États-Unis. Qui a payé ce milliard de dollars ? La réponse : personne, il n'existe pas ! Il n'y a même pas de compte de chèques, seulement un livret. De l'argent instantané. Vous et moi irions en prison en agissant ainsi. Cependant, ils peuvent le faire parce que le Congrès le leur demande. Le gouvernement est impliqué dans ce partenariat pour cette même raison. **Le gouvernement peut ainsi accéder instantanément au montant d'argent qu'il désire et au moment qu'il le souhaite, sans avoir besoin de demander l'approbation des contribuables sous forme d'impôt direct. Si le gouvernement s'adressait aux contribuables en disant qu'il avait besoin de l'argent et que, pour se faire, il devait augmenter leurs impôts de 3 000 \$, ces derniers ne voteraient plus pour lui aux prochaines élections. Le gouvernement aime se servir du mécanisme de Mandrake parce qu'il peut ainsi obtenir de l'argent immédiatement sans que personne ne le sache.** Le gouvernement fait partie de ce partenariat pour cette raison. Toutefois, on peut se demander pourquoi le cartel bancaire y participe également.

Le cartel bancaire est impliqué dans ce partenariat parce que le trésorier-payeur général prendra le chèque d'un milliard de dollars et le déposera dans le compte de chèques du gouvernement qui se trouve à la Réserve fédérale. À ce moment, l'ordinateur indiquera que le compte du gouvernement contient un milliard de dollars instantané. Cela signifie qu'à partir de cet instant, le gouvernement peut émettre des chèques gouvernementaux d'un montant égal. Prenez l'exemple d'un chèque de 100 \$ libellé au nom d'un employé des postes. Cette personne ne croirait pas que cet argent n'existait pas deux jours plus tôt. D'ailleurs, elle ne s'en soucierait pas puisqu'elle peut le dépenser. L'argent se trouve maintenant ailleurs qu'à la *Fed* ou qu'entre les mains des partenaires du gouvernement, c'est-à-dire, du côté bancaire commercial. Le banquier se dirige alors vers la fenêtre des prêts et

annonce : « Puis-je avoir votre attention, s.v.p. ? Nous avons de l'argent à prêter. » Maintenant, tout le monde est heureux et pourtant, chacun d'entre eux ressent de l'inquiétude face au maigre montant de 100 \$. Alors, le banquier les rassure en disant de ne pas s'inquiéter parce qu'il peut leur prêter 900 \$. Comment est-ce possible ? **Comment est-ce que les banques peuvent prêter un montant de 900 \$ alors que la somme déposée n'était que de 100 \$?**

Voici la réponse :

Le système de la Réserve fédérale exige des banques qu'elles gardent en réserve au moins 10 % des dépôts effectués. Elles doivent conserver 10 \$ par tranche de 100 \$ et prêter la différence, soit 90 \$. Puis, dès qu'un citoyen emprunte ce 90 \$ et le dépose dans son compte de chèques, le même cercle vicieux recommence et ainsi de suite. D'où venait tout cet argent ?

La réponse est la même : l'argent n'existait pas. Il est apparu au moment précis où quelqu'un fit l'emprunt. Rappelez-vous. L'argent créé à partir de rien et remis au gouvernement, a été dépensé par ce dernier pour réaliser ses projets. D'autre part, les banques n'ont pas dépensé l'argent créé à partir de rien pour elles, elles nous l'ont plutôt prêté afin que nous réalisions nos projets. Toutefois, elles perçoivent de l'intérêt sur ces prêts qui, en fin de compte, n'existent pas. Tous les citoyens aimeraient posséder un livret de chèques magiques comme celui-là et percevoir de l'intérêt sur les prêts ! C'est la raison pour laquelle le cartel bancaire est partenaire dans cette affaire. Tout cela est « légal ». On charge de l'intérêt sur rien. Cependant, le processus ne s'arrête pas là.

Quelles en sont les conséquences ? Cet argent créé à partir de rien se retrouve dans le système économique et ces nouveaux dollars diminuent la valeur de ceux qui y circulent déjà. On peut comparer ce phénomène au principe du délaïement de la soupe. Lorsqu'une soupe est trop épaisse, on y ajoute de l'eau pour la diluer. Les prix commencent alors à augmenter et l'inflation s'abat sur l'économie. **En fait, contre toute apparence, on a l'impression que les prix augmentent. Et le mot apparence est juste, car en réalité, c'est la valeur des dollars qui diminue. Si l'argent des Américains valait le prix de l'or, de l'argent ou d'un tout autre effet de commerce tangible et qu'il n'était pas créé à partir de rien, les prix**

resteraient fixes. Si nous avons vécu dans la Rome antique, nous aurions pu acheter, avec une pièce d'or d'une once, les vêtements de base (toge, sandales, et ainsi de suite). Que pouvons-nous acheter aujourd'hui avec cette même pièce d'or ? Il nous est possible d'entrer dans n'importe quelle mercerie pour homme et d'acheter un complet de bonne qualité, des souliers, une ceinture faite à la main et ainsi de suite. Le prix réel de ces articles s'est maintenu depuis des milliers d'années, lorsqu'on en parle en terme d'argent réel. Les billets de la Réserve fédérale nous permettent d'acheter de moins en moins d'articles parce qu'il y en a de plus en plus en circulation.

Nous avons perdu notre pouvoir d'achat. Qui est-ce qui le détient maintenant ? Ceux-là même qui se trouvaient à l'autre extrémité du tuyau, c'est-à-dire, le gouvernement (un milliard de dollars), puis ceux qui travaillent pour lui comme les entrepreneurs et les autres. Et qui dispose de l'argent qui provient des banques ? D'abord, les banques, puis les emprunteurs ? Non ! Parce que l'argent que vous avez emprunté aux banques, vous devez le leur rembourser en plus des intérêts. La banque s'empare de vos gains. Depuis la création de la Réserve fédérale, nous vivons dans un cycle économique en dents de scie. Si vous ne pouvez effectuer vos paiements, les banques vous prennent tout. C'est ce qui avait été prévu. **Ceux qui profitent de votre perte et qui achètent le pouvoir sont le gouvernement et les cartels bancaires.** [Ce système agit comme un siphon invisible. L'argent invisible qu'il émet par les emprunts doit être remboursé par de l'argent réel, résultat de la force de travail du pauvre emprunteur ! Éventuellement, tout l'argent réel devrait avoir été aspiré par les banques.]

Pour résumer la situation, voici la vérité au sujet de l'argent : soulignons et comprenons d'abord l'importance de certaines réalités fondamentales de notre système bancaire et monétaire. Tout l'argent que les banques émettent et font circuler est produit sous forme de prêt. Cet argent comporte donc un coût, c'est-à-dire, de l'intérêt. Lorsque les gouvernements permettent aux banques d'émettre la masse monétaire d'un pays, ils doivent percevoir des taxes afin que les banques puissent récolter de l'intérêt sur l'argent qu'elles ont créé. Cela dévalorise automatiquement les citoyens puisque les banques ne créent jamais d'argent pour payer l'intérêt imposé par l'utilisation de leur argent, mais seulement le capital. En

conséquence, pour acquitter l'intérêt, on puise inévitablement dans l'actif du pays et des citoyens par des mécanismes tels que la création de dettes, les faillites et les forclusions[2]. On prélève, de surcroît, des taxes à la source pour accélérer le processus. Une société qui admet et qui accepte que l'on utilise l'argent des banques **plutôt que sa propre devise créée librement par elle** expose inéluctablement ses citoyens au cycle économique des dépressions et au désarroi de la population.

Le processus dont il est question est en fait une taxe. Qu'on l'appelle inflation ou autre, cela reste une taxe. Vous ne pouvez aucunement la contrôler, on vous l'arrache sans exonération, sans déduction. C'est la taxe la plus directe qui existe, bien plus que les impôts ou les taxes indirectes. D'ailleurs, elle touche encore plus fortement ceux qui peuvent le moins se permettre de la payer. Par conséquent, le système de la Réserve fédérale est l'auteur de la taxe la plus injuste qui soit. Cette taxe s'abat sur les gens qui gagnent un salaire fixe, les gens à la retraite ou quiconque a réussi à épargner de l'argent. Elle les assaille encore plus durement que ceux qui empruntent. **Si vous ne deviez vous souvenir que d'un seul détail de ce cours, veuillez s'il vous plaît vous rappeler de celui-ci : l'inflation et la taxe ne font qu'un !** Voilà pourquoi ces deux groupes font partie du partenariat. Du côté gouvernemental, ils peuvent taxer les citoyens de n'importe quelle façon et à n'importe quel coût, sans que ceux-ci en aient la moindre idée. Du côté bancaire, ils peuvent percevoir des intérêts sur rien à perpétuité. Retournons à l'île Jekyll. L'idée a germé en ces lieux.

Un jeu de mot trompeur...

Ce modèle de partenariat fut conçu en Europe, au 16^e siècle. On l'expérimenta et le perfectionna éventuellement avec la formation de la Banque d'Angleterre, en 1694. À partir de cette date, tous les gouvernements européens ont utilisé ce mode de fonctionnement. Bien entendu, ils ne l'ont pas appelé le mécanisme de Mandrake, mais plutôt la Banque centrale. Amener ce procédé en Amérique exigeait qu'on le nomme différemment. Alors, après un long débat, ses créateurs, qui commencèrent par lui trouver le nom « Fédérale », parce que cela évoquait une opération gouvernementale, optèrent ensuite pour le mot « Réserve » afin que l'on croie à l'existence de réserves en un certain endroit. Enfin, ils ajoutèrent le mot « Système » parce qu'il semblait beaucoup plus important qu'il n'en a l'air aujourd'hui.

Souvenez-vous de la première concentration new-yorkaise du pouvoir — ils devaient convaincre les Américains qu'ils créaient un système réunissant plusieurs banques et non une seule. Construire d'énormes édifices bancaires à travers le pays. Nous savons maintenant que ce que nous avons obtenu n'a rien de fédéral, que les réserves n'existent pas, qu'en réalité, le système ne répartit pas ses pouvoirs et que les Réserves fédérales ne sont pas des banques.

Ils ont monté cette brillante supercherie de toute pièce puis l'ont vendue aux Américains. La première ébauche du projet de loi sur la Réserve fédérale s'appelait la Loi Aldrich (*the Aldrich Bill*) parce que le sénateur Aldrich lui accordait son appui. Paul Warburg lui déconseilla toutefois d'agir ainsi parce qu'à son avis, le Congrès voterait contre ce projet de loi étant donné qu'on identifiait trop souvent Aldrich à de grandes entreprises. Toutefois, l'ego du sénateur Aldrich était tellement gonflé qu'il présenta tout de même le projet de loi Aldrich au Congrès. Warburg avait raison. Le Congrès refusa de l'accepter. Ce fut un contretemps mineur. Ils retirèrent alors le nom d'Aldrich du projet de loi et trouvèrent quelques démocrates millionnaires (le parti ami des petits contribuables) afin que ceux-ci y apportent leur appui. Ces hommes s'appelaient Carter Glass, de la Chambre des représentants, et le sénateur Owen, un banquier lui-même très respecté au sein du Sénat. Puis, on changea le nom du projet de loi pour Glass-Owen (*the Glass-Owen Bill*). **Aldrich et Vanderlip commencèrent alors à répondre à des entrevues pour condamner le projet de loi... qu'ils avaient eux-mêmes écrit.** Ils affirmaient que ce système ruinerait les banques et la nation. **Le grand public se dit alors : « Si les grands banquiers ne sont pas en faveur de ce projet de loi, il doit alors s'agir d'un très bon système. »**

Une grande escroquerie planifiée !

Il va sans dire que l'on comprenait parfaitement le fonctionnement de la psychologie de masse.

Comme dernier sujet de ce chapitre, nous aborderons le thème de l'usure. **Qu'est-ce que l'usure ? Un intérêt de taux excessif.** Autrefois, à l'époque biblique, on définissait usure en tant qu'intérêt sur un prêt. Aujourd'hui, cela signifie intérêt *excessif* sur un prêt. Thomas Edison disait que les gens qui ne contribuaient en rien

à un projet, en récoltaient plus d'argent que ceux qui y investissaient tout le travail et les matériaux. Je me suis imaginé que sur le prix d'une maison de 100 000 \$, 30 000 \$ serviraient à payer les frais de l'architecte, le terrain, les permis, etc. Le reste de l'argent, soit 70 000 \$, permettrait de payer les matériaux de construction et les travailleurs. J'ai supposé que l'acheteur irait à la banque pour déposer 20 % du montant total et faire un emprunt sur 30 ans à un taux d'intérêt de 10 %. En calculant tout cela, vous arriverez à la même conclusion que moi : l'acheteur payera plus de 172 741 \$ en intérêts à la banque, comparativement aux 70 000 \$ versés aux travailleurs. En d'autres termes, la banque gagnera 2,5 fois plus que les autres. Cet argent fut créé à partir de rien. Charger 172 741 \$ d'intérêts sur rien est **excessif**. Il est temps de donner une nouvelle définition au mot usure : tout intérêt chargé sur tout prêt d'argent créé à partir de rien. Cet exemple de maison de 100 000 \$ ne représente qu'un infime petit grain de sable dans le désert du Sahara. Vous devez multiplier ce procédé par toutes les maisons, tous les hôtels et les gratte-ciel, tous les avions à réaction, les automobiles, les usines, tous les entrepôts et sur toutes les fermes et leurs équipements de l'Amérique pour obtenir le montant que récoltent les banques. On parle ici d'une rivière de richesses non gagnées et flottant continuellement à l'intérieur du cartel bancaire qui est tellement éparpillé qu'il nous est impossible à imaginer. La somme totale dépasse tout entendement. Cet argent devrait revenir à ceux qui travaillent pour le produire et non à ceux qui ont monté un extraordinaire racket ! Où va cet argent ?



Lorsque l'on possède tout l'argent nécessaire pour s'offrir tous les petits plaisirs de la vie, que reste-t-il à acquérir ? **Le pouvoir** ! Les membres du cartel bancaire utilisent cette rivière de richesses pour se procurer le pouvoir à nos dépens. Ils

achètent le monde avec ces argents. Ils contrôlent les sociétés et les institutions qui offrent leurs directions et leurs orientations à des gens qui dépendent, vivent et agissent en fonction de ces dernières. Sur le plan technique et en termes sociologiques, on les appelle des **centres de pouvoirs**. Ils achètent l'influence et le contrôle de leurs dirigeants. Ce phénomène existe dans la plupart des pays industrialisés. Il est absolu dans plusieurs pays en voie de développement. Ils ont acheté ces pays.

Ne vous est-il jamais arrivé de vous questionner sur ce qui se passe dans les bureaux de la Banque Mondiale et des Fonds Monétaires Internationaux ? Vous constaterez que le Congrès autorise de temps en temps un autre prêt ou un don de 100 milliards de dollars à un petit pays. Il affirme qu'il agit ainsi pour accroître le niveau de vie de ce dernier. Pouvez-vous le croire ? Si vous observez toutes les nations qui, au cours des dernières décennies, ont reçu de l'aide, pouvez-vous en trouver une seule dont le niveau de vie de ses citoyens ait augmenté ? Dans la plupart des cas, c'est tout le contraire. La raison est simple. L'argent ne servait pas à cela. On ne remet pas l'argent aux gens ni aux entreprises. On le donne plutôt aux politiciens et aux gouvernements pour consolider leurs mécanismes de contrôle des gens. Ils n'ont rien à faire du bien-être de leurs gens. Leur propre confort prime. L'idéologie ne veut rien dire pour eux. **Le socialisme, le capitalisme, le communisme, le fascisme, n'ont aucune signification. Tout ce qu'ils désirent, c'est l'argent. Il est choquant de constater qu'en Amérique du Nord nous devons traiter avec les 2^e et 3^e générations de familles sur l'aide sociale.** En plus, le système actuel a créé parmi les gouvernements du Tiers-monde, une deuxième et troisième génération d'assistés sociaux. Ils sont dépendants. Ils ne sauraient que faire sans cet argent. Ils sont maintenant en place dans l'ordre mondial.

Ce transfert de richesses au Tiers-monde, qui provient de l'Amérique, non seulement n'augmente pas leur niveau de vie, mais contribue également à diminuer le nôtre. Cela fait partie de la stratégie. Une nation vigoureuse n'est pas sujette à rendre sa souveraineté, mais une faible nation l'est. Si on peut faire fléchir l'Amérique, elle acceptera sûrement les mesures totalitaires des Nations Unies pour garder la paix ou les secours d'un système monétaire international. Le jeu ne s'appelle pas la richesse, mais LE

POUVOIR.

Qu'allons-nous faire de cette créature ? Qu'allons-nous faire du Congrès ? Ils ont créé un monstre et peuvent l'abattre. Nous devons toutefois mettre le feu sous les sièges qu'occupent les membres du Congrès. Nous devons élire de nouveaux visages au Congrès. Par contre, les électeurs doivent être informés. **Nous avons besoin d'une armée éducative sur place. La mauvaise nouvelle, c'est que nous manquons de temps. Le Nouvel Ordre Mondial se concrétise autour de nous. Une cour de justice mondiale, une autorité d'imposition mondiale, un système monétaire mondial, une armée mondiale. En ce moment, environ la moitié de l'armée des États-Unis fonctionne sous le commandement de dirigeants étrangers.**

Il y a également une bonne nouvelle : nous pouvons encore y arriver. Il nous reste du temps. Nous sommes encore libres. Nous pouvons encore parler librement. Nous pouvons encore élire les représentants de notre choix. Rappelez-vous : notre liberté en dépend.

Merci !

(Fin de l'exposé de Monsieur Griffin)

* * *

La *Fed* ne produit aucune déclaration de revenus imposables, ni ne paye de taxes. Personne n'a jamais procédé à la vérification de ses comptes. Elle n'a jamais dressé le bilan de ses avoirs par le biais de formulaires gouvernementaux.

Il s'agit d'une organisation privée, fiduciaire par actions. La *Fed* ne représente pas le peuple des États-Unis d'Amérique !

Voici maintenant la liste des principaux actionnaires de la Banque du Canada et de la Banque Fédérale de Réserve :

ROTHSCHILD, *Banque de Berlin* :



ROTHSCHILD, *Banque d'Angleterre* :



LAZARD BROTHERS, *Banque de Paris* :



ISRAEL MOSES SEIFF, *Banque d'Italie* :



WARBURG, *Banque de Hamburg d'Amsterdam* :



LEHMAN BROTHERS, *Banque de New York* :



KUHN LEOB, *Banque de New York* :



CHASE MANHATAN, *Banque de New-York* :



GOLDMAN SACHS, *Banque de New York* :



« Oui, nous voulons posséder la terre entière... plus 5 % ! »

Alan Greenspan

(président de la Banque Fédérale de Réserve)



« L'opération bancaire (banking) a été conçue dans l'iniquité et est née dans le péché ! Les banquiers possèdent la terre ! Enlevez-leur, mais laissez-leur le droit de créer l'argent et en un tournemain, ils recréeront assez d'argent pour la racheter. Enlevez-leur ce pouvoir et des grandes fortunes comme la mienne disparaîtront. »

Sir Josiah Stamp

(Ex-président de la banque d'Angleterre, 2^e homme le plus riche de son époque)



« La Banque Fédérale de Réserve a volé aux Américains leur gouvernement. Elle contrôle tout, incluant les relations étrangères et elle fait ou démantèle les gouvernements selon sa volonté. »

Sénateur Louis T. McFadden

(ex-président, pendant 22 ans, de la Commission sur la monnaie et le système bancaire)



« L'Acte de la Banque Fédérale de Réserve donne assez de pouvoir à la Banque Fédérale de Réserve pour rendre le gouvernement incapable de protéger ses citoyens. »

Charles Lindberg Sr



« La Réserve Fédérale et ses banques privées sont l'une des institutions les plus corrompues que le monde ait vues ! »

Sénateur Louis McFadden

Je dois vous spécifier que tout ce qui a été dit sur la Banque Fédérale de Réserve est identique pour la Banque du Canada. Mêmes propriétaires, même système, même escroquerie internationale.

Avant 1913, la plupart des Américains possédaient leurs propres terres. Ils détenaient le titre de souverains absolus de leur terre et propriétés, libres et dégagés du privilège d'un créancier sur leurs biens. Ils ne devaient pas rembourser de charges ou de prêts hypothécaires. Les hypothèques conventionnelles offertes par les banques, où le débiteur paie trois fois le prix de son emprunt durant 30 ans, n'existaient pas. Les propriétaires acquéraient des terres avec un acte de vente, les payaient avec de l'or ou de l'argent et recevaient le titre réel, légal ainsi que le droit de possession de leurs terres.

Pouvez-vous imaginer vivre sans dettes et financièrement indépendant sur votre propre terrain ou propriété que vous avez payé, libre et dégagé de toutes taxes, de règlements, de codes en bâtiments, de zonages et d'autres transgressions de vos

droits et libertés ?

Dans une vraie république, les gens représentent le pouvoir souverain. Ils peuvent créer ou abolir les gouvernements et leurs institutions.

Dans une démocratie, un groupe élitaire d'individus se réunit pour produire une constitution ainsi que les pouvoirs qui s'y rattachent. Ils attribuent aux gens leurs droits et leur constitution.

Alors, si vous pensez que le gouvernement fonctionne à l'envers aujourd'hui, vous avez tout à fait raison !

Les buts visés par ce séminaire sont de vous ouvrir les yeux, l'intelligence et le cœur à la réalité de ce monde dans lequel nous vivons. Comprenez-moi bien : avoir de l'intelligence, c'est avoir de l'information, des connaissances qui nous donneront une ligne de pensée. C'est sortir de cette « victimisation » et de cette « programmation » ou « manipulation collective » qui nous sont imposées par les dirigeants de notre pays.

Vous devez savoir ces choses ! C'est dans ce monde que nous vivons, nous et nos enfants !

Nous verrons plus loin les détails d'une stratégie en six (6) étapes permettant de manipuler l'opinion publique et de modifier un consensus général.

Les gens me demandent parfois s'il existe une conspiration. Je leur réponds : **absolument** ! Il existe sur cette planète une conspiration de l'ignorance et de la peur.

Qui contrôle actuellement 98 % des ressources mondiales incluant la terre, l'immobilier, les ressources naturelles, le capital, les médias, les industries, les sociétés à responsabilité limitée et les gouvernements nationaux ? D'où obtiennent-ils leur pouvoir et leur autorité ? Existe-t-il une conspiration visant à contrôler le monde entier ? Est-ce que les élites mondiales bénéficient de ce gouvernement mondial ? Comment les GATT, NAFTA et autres organismes commerciaux aident-ils les riches et puissants banquiers internationaux et détruisent-ils les économies du Tiers-monde ? Où va l'argent de vos impôts sur le revenu et que sert-il à payer ?

Pourquoi l'armée américaine fonctionne-t-elle sous le commandement d'étrangers des Nations Unies, sous les ordres d'un commandant russe ? Pourquoi l'ancien président George Bush a-t-il impliqué les États-Unies dans la Guerre du Golf ? Pourquoi l'ancien président Ronald Reagan a-t-il interdit l'accès aux archives nationales pendant 50 ans ? Comment la faillite des États-Unis fédéraux affecte-t-elle la croissance économique ? Qu'est-ce que l'inflation et qui sont les vrais ennemis des États-Unis d'Amérique ? Pourquoi le gouvernement ment-t-il de manière chronique à ses propres citoyens ?

En somme, y a-t-il vraiment une conspiration ?

James P. Warburg témoigna en ces termes devant un comité des relations étrangères du sénat : « *Nous devons fonctionner selon un gouvernement mondial que nous le voulions ou non ! Nous devons maintenant savoir si celui-ci sera établi par consentement ou par conquête !* »

On a interdit l'accès aux enregistrements de ce comité pendant 75 ans. Nous devrions avoir la chance d'y jeter un oeil en 2025. Voilà ce qui reste du concept d'un gouvernement ouvert.

Que cachent-ils ?

Il existe des organismes internationaux qui masquent les vrais individus puissants qui contrôlent nos vies. Ce sont entre autres : l'Institut Royal des Affaires Internationales (qui regroupe toutes les associations internationales du barreau), le CFR, la Commission Trilatérale, les *Bilderbergers*, le Club de Rome, la *Round Table* et la Fraternité des *Skull & Bones*. Ces derniers sont des organismes d'individus grandement puissants et très ambitieux en ce qui a trait au contrôle du monde.

Mais surtout, il y a des sociétés dites secrètes qui travaillent activement dans l'ombre de nombreuses façades. Des sociétés comme les Rose-Croix, les Chevaliers Templiers, la Franc-Maçonnerie internationale, les *Illuminati*, les Chevaliers de Malte. Nous parlerons aussi des Juifs sionistes, adeptes du Talmud et de la kabbale. Vous apprendrez que l'ombre qui se cache derrière toutes ces terribles organisations n'est nulle autre que la Compagnie de Jésus, c'est-à-dire, l'Ordre des Jésuites, les descendants directs des Pharisiens, les enfants du Diable, et dont nous

brosserons un portrait dans un article subséquent.

Avec tout ce que nous avons déjà partagé jusqu'ici, vous aurez sûrement compris que **ceux qui possèdent l'argent détiennent le pouvoir.**

Leur pouvoir fait en sorte que vous ignorez vos droits.

Celui qui ignore ses droits, agit comme **n'ayant pas de droits !**

Par exemple : Tous les êtres humains détiennent le droit de faire des affaires avec un autre de façon privée, sans que les règles gouvernementales n'interviennent ou n'interfèrent. Il s'agit d'une transaction privée entre nous. Cela n'implique aucune obligation ou taxe envers le corps gouvernemental. C'est votre droit inaliénable de contracter ou d'être contracté. Alors, quand vous entendez que le « travail au noir » c'est du vol, il ne s'agit là que de mensonges et de chasse aux sorcières afin de vous culpabiliser faussement devant un droit qui vous appartient et que rien ne peut vous enlever.

Ignorance : intimidation : peur : soumission : esclavage !

C'est là un schéma que l'on pourrait adapter facilement à plusieurs facettes de nos gouvernements.

Rappelez-vous aussi que les sociétés gouvernementales vous retracent partout, malgré les lois sur la vie privée. Cachez le plus d'information possible vous concernant, vis à vis les institutions financières. Quand vous aurez l'opportunité de transférer toutes vos affaires bancaires dans des paradis fiscaux, **alors faites-le !**

Maintenant, vous allez prendre connaissance de deux systèmes alternatifs qui pourraient, en théorie, améliorer grandement les conditions de vie de la population, s'ils étaient mis en place au lieu de ce chaos dans lequel nous vivons.

Examinons ces options qui nous montrent au moins qu'il y a des personnes qui ont à cœur d'améliorer le sort de leurs semblables.

[1] Lorsque les Jésuites furent expulsés de tous les pays catholiques d'Europe, il leur resta pour seuls refuges la Russie, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Ils s'envolèrent par milliers vers ce dernier pays pour y transporter leur guerre contre la Réforme sous la bannière de la tolérance américaine et la liberté de religion pour tous. Parmi eux se trouvaient les Morgan, les Roosevelt et les Roggenfelder allemands. On changea ultérieurement *Roggenfelder* pour « Rockefeller » afin de lui donner un air moins allemand et plus américain !

[2] Perte de la faculté de faire valoir un droit, par l'expiration d'un délai.

D.166 - Séminaire financier et d'Évangélisation - Partie 3

par **Guy Richer**

Systeme bancaire (dette) et argent comptable

Voici maintenant une conversation fictive entre deux clients d'une même banque qui saura bien, je crois, expliquer ce qu'on appelle « l'argent comptable » qui représente plus de 94 % de la masse monétaire en circulation. Nous pouvons aussi l'appeler « promesses de paiement en monnaie ayant cours légal ». En fait, c'est ce que tous les emprunteurs reçoivent lorsqu'ils empruntent à une banque privée.

— Avez-vous un compte en banque ?

— Oui. Oh ! Pas bien gros. Quelques centaines de dollars seulement.

— Vous en servez-vous quelque fois pour faire des paiements ?

— Oui, quand j'achète un article qui coûte cher, ou bien quand je fais venir de la marchandise de loin. Je signe un chèque. C'est bien commode.

— En effet, c'est tellement commode que plus de 90 % des transactions commerciales se règlent ainsi, par des chèques. Non pas les petits achats chez le marchand du coin ; mais les transactions des grossistes, des industriels, des compagnies de transport. Le chèque est le principal moyen de paiement aujourd'hui. Il laisse dans l'ombre, à une place minuscule, la monnaie de métal et de papier.

— Mais quand on fait un chèque, c'est la banque qui va payer pour le signataire. Pour chaque chèque signé, il faut donc autant d'argent de métal ou de papier que le banquier remettra au destinataire.

— Non pas, mon cher ! Il suffit d'un peu d'argent pour faire face à beaucoup de chèques. Ordinairement, le marchand à qui vous envoyez un chèque ne va pas demander au caissier de sa banque de lui donner de l'argent pour le montant du chèque. Il va simplement déposer le chèque. Le crédit de son compte augmentera d'autant ; et votre compte à vous sera débité d'autant.

« Puis ce marchand-là commandera du stock à ses fournisseurs ; il paiera lui aussi avec des chèques. Les fournisseurs déposeront les chèques reçus à leurs banques. Cette fois-là, ce sont les comptes des fournisseurs du marchand qui verront augmenter leur crédit, et c'est le compte du marchand qui sera débité du même montant.

« Dans toutes ces transactions-là, ce sont simplement des montants qui changent de place dans les comptes : débit dans un compte, crédit dans un autre.

« Dans l'ensemble, pour chaque 100 \$ en argent de chèque, il n'y a pas plus de 10 \$ en argent de métal ou de papier qui passe le guichet de la banque. C'est ce qui résulte des habitudes actuelles du commerce, et le banquier le sait bien. Cela permet aux banques de prêter 70 fois plus d'argent qu'elles en ont.

— Hein, que dites-vous là ? Comment un banquier pourrait-il prêter de l'argent qu'il n'a pas ?

— En créant l'argent qu'il prête. C'est ce que la banque fait couramment. Elle crée l'argent qu'elle prête ! Le banquier est essentiellement un créateur d'argent !

— C'est incompréhensible ! C'est incroyable !

— Vous m'avez dit que vous avez un petit compte de banque, mon ami. Votre compte est fait de vos épargnes, n'est-ce pas ?

— Oui, c'est de l'argent que j'ai porté et déposé à la banque.

— C'est bien. Mais il y a des gens qui ne portent pas d'argent à la banque, et qui sortent de la banque avec un compte bien plus gros que le vôtre.

— Je ne comprend pas.

— Non ? Il y a par exemple, M. Toupin, le manufacturier de votre ville. Il voulait agrandir son usine. Tout le monde approuvait son projet. Mais il lui manquait l'argent pour payer les matériaux, les constructeurs et la machinerie. Il calculait qu'avec 100 000 \$ sous la main, il pouvait réaliser ses plans et, plus tard, avec une production et des ventes accrues, il rembourserait facilement les 100 000 \$.

« Qu'a fait M. Toupin ? Il est allé à la banque. Il n'y a pas porté d'argent. Mais il en est sorti avec 100 000 \$ à son compte.

— Je crois bien, car il a emprunté cette somme.

— C'est cela ! Mais c'est la manière dont la banque a fait le prêt qui est merveilleuse. Si vous étiez riche et que M. Toupin était venu emprunter les 100 000 \$ de vous, il serait parti avec les 100 000 \$, mais vous auriez 100 000 \$ de moins. Tandis qu'avec la banque ça se passe autrement : M. Toupin sort avec 100 000 \$ qu'il n'avait pas et la banque **n'a pas un sous de moins**.

— Vous ne me dites pas ?

— C'est pourtant bien vrai. Oh, on a demandé des garanties à M. Toupin. Il lui a fallu déposer des valeurs pour couvrir le prêt. Pas de l'argent, car il n'en avait pas puisqu'il venait en chercher. On lui a demandé des titres de propriété, tels que son commerce et sa résidence ainsi que son véhicule en garantie pour plus que la valeur

de 100 000 \$. Puis le gérant lui a signé un chèque de 100 000 \$, et l'a envoyé au caissier.

« M. Toupin n'était pas pour demander 100 000 \$ en argent de papier et emporter cette somme avec lui. Il a donc déposé ce chèque dans son compte et le montant de 100 000 \$ a été inscrit à son crédit (comme quand vous, vous déposez vos épargnes). M. Toupin est sorti de la banque avec un crédit sur lequel il tire des chèques pour payer l'entrepreneur, à mesure que les travaux avancent. Mais, par la suite, il s'est engagé à retirer cet argent de la circulation afin de rembourser cet emprunt dans un an.

— Et vous dites que le banquier n'a pas un sou de moins qu'auparavant !

— Pour vous en convaincre, on pourrait en parler avec le gérant. C'est un de mes amis et il est assez franc avec moi. Il sait d'ailleurs que je suis au courant de l'emprunt de M. Toupin et il n'invoquera pas le secret professionnel.

(Conversation entre le banquier et les deux clients) :

— Monsieur le gérant, je viens vous taquiner comme j'en ai l'habitude, sur les affaires de banque.

— Encore des questions de crédit ?

— Justement. C'est pour le prêt de 100 000 \$ que vous avez fait à M. Toupin. Voulez-vous dire à mon ami ce que vous avez prêté au juste à M. Toupin ?

— Ce qu'on prête toujours, mon ami, de l'argent !

— Assurément. Mais, dites-nous donc, où était cet argent avant que M. Toupin n'entre dans votre banque ?

— La question est absurde et vous le savez bien !

— Pas du tout ! M. Toupin entre ici sans argent en main et il en ressort avec 100 000 \$, donc vous avez pris cet argent quelque part. Ainsi, il y a 100 000 \$ de moins quelque part dans les coffres de votre banque ?

— Humm...

— Y a-t-il 100 000 \$ de moins dans vos tiroirs ou dans votre voûte ?

— Allons donc, il n'a pas emporté de piastres avec lui. C'est un crédit dans son compte.

— Bon. Alors, d'autres comptes sont débités, diminués pour ce montant de 100 000 \$, des comptes de vos clients ?

— Ridicule ! L'argent de nos clients est sacré ! Leurs comptes restent intacts, tant qu'eux-mêmes ne les débitent pas.

— Comment ? Ce n'est pas l'argent des déposants que les banques prêtent ?

— Mais si, mais non... Si, non... Oui d'une certaine manière, non de l'autre. On ne touche pas à leur argent ; cet argent est à eux. Mais ça nous permet de prêter de l'argent à des emprunteurs.

— Alors dites-moi, quel argent prêtez-vous ?

— De l'argent qui vient de la banque.

— Vous venez de me dire qu'il n'est pas sorti un sou de votre banque et pas un sou des déposants non plus. Et M. Toupin a quand même 100 000 \$ qu'il n'a pas apporté avec lui et qu'il n'avait pas auparavant. Est-ce exact ?

— Je ne peux pas dire le contraire, c'est exact.

— Alors, où étaient ces 100 000 \$ avant que M. Toupin viennent à la banque ?

— Bien... ils n'étaient nulle part. Il fallait bien qu'il viennent les emprunter pour qu'ils soient là maintenant.

— Ils n'existaient pas auparavant ?

— Non.

— Alors, ils sont venus au monde au moment du prêt. La banque crée l'argent

qu'elle prête, à partir de rien !

— Je n'aime pas tellement dire cela...



— Mais vos grands chefs le disent bien. Towers l'a dit quand il était gouverneur de la Banque du Canada. Eccles l'a dit lorsqu'il était à la tête du système bancaire des États-Unis. McKenna l'a dit, il y a déjà 50 ans, quand il était président de la plus grosse banque commerciale d'Angleterre et qu'il parlait à des banquiers lors d'une assemblée. Ne soyez donc pas scrupuleux, la banque crée l'argent qu'elle prête ! Il faut bien d'ailleurs que l'argent commence quelque part, n'est-ce pas ? Tous les gouvernements nous disent que ce ne sont pas eux qui font l'argent, ils se contentent de taxer. Les travailleurs, eux, se contentent de suer et les industriels se contentent de produire. Il ne sort jamais d'argent au bout de leurs machines ; mais il en sort au bout de la plume du banquier !

« On ne vous en veut pas, monsieur le gérant. On est même content que l'argent moderne soit si facile à faire. Mais ce qu'on n'aime pas, et ce n'est pas plus votre faute que la guerre n'est la faute du petit soldat, ce qu'on n'aime pas donc, c'est que le système bancaire se considère le propriétaire de l'argent ainsi créé, alors que cet argent est réellement la propriété de la société.

— Expliquez-moi cela.

— Brièvement, voici : sans l'existence d'une société productrice, avec une vie économique organisée, cet argent ne vaudrait rien. Les richesses du pays, ce sont les ressources naturelles, le travail de la population, les techniques de production, c'est tout cela qui confère de la valeur aux 100 000 \$ sortis de votre encrier pour M. Toupin.

— Vous oubliez, mon cher ami, que M. Toupin a déposé des valeurs de tout premier ordre en garantie avant de pouvoir obtenir cet emprunt et c'est de cela que les 100 000 \$ tirent leur valeur.

— Non, monsieur le gérant. Ces gages déposés par M. Toupin sont pour vous une garantie de remboursement, sinon vous raflez les valeurs mises en gage. Mais ne confondez pas garanties de l'emprunt avec valeur de l'argent. S'il n'y avait que ces garanties-là dans le pays, s'il n'y avait pas de production, pas de fermes, pas d'usines, pas de transport, pas de magasins, pas de vie économique, les 100 000 \$ n'auraient aucune valeur monétaire, malgré toutes les garanties déposées par M. Toupin.

« C'est tout le pays, c'est toute la richesse du pays, c'est toute la population du pays qui donne de la valeur à l'argent, n'importe par quel organisme il est créé. Cet argent, à son origine, appartient donc, en réalité, à la population même du pays. Qu'il soit prêté à M. Toupin pour agrandir son usine, c'est très bien, mais c'est toute la population du pays qui doit en profiter. Au lieu de procurer des intérêts au banquier, le développement du pays doit procurer des dividendes à toute la population.

« Cet accaparement du crédit de la société par les institutions bancaires **est la plus grande escroquerie de tous les temps et la plus solidement installée dans tous les pays civilisés.** Sa force et son universalité ne la légitiment pas, elle ne font que la rendre plus odieuse.

« Toutes les dettes publiques, municipales, provinciales et nationales ont leur origine dans cette grande escroquerie. La population bâtit le pays et le système endette la population à mesure qu'elle bâtit.

« Les corps publics et les gouvernements font comme M. Toupin, ils empruntent et

ils déposent en garantie des obligations, des hypothèques sur nos maisons, des promesses de taxer la population.

« *Les gouvernements sont petits à côté des puissances de l'argent !* »

(Fin de la conversation entre les trois hommes.)

Le crédit, sous toutes ses formes, a été mis au point par les banques dans le but de mener la population à se soumettre à leur système. Cette forme d'endettement, car c'est exactement ce dont on parle ici, a pour but de produire des flots inimaginables d'argent en intérêt et le « temps » est alors le principal facteur qui fait accroître jour après jour les milliards de dollars qui alimentent ces flots.

À chaque fois que vous utilisez une forme de crédit quelconque, vous renforcez la poigne sur la corde du nœud coulant que vos débiteurs ont placé autour de votre cou, vous faisant miroiter la convoitise dans toutes ses séductions.

Le crédit a été inventé pour enrichir les banques en vous appauvrissant !

Le crédit est un mauvais concept !

Le crédit est dans votre vie une semence de gangrène menant vers l'endettement, la consolidation de dettes, la faillite, l'éclatement de la famille, la perte de l'estime de soi, la dépression, la diminution et même la disparition de la qualité de vie.

Encore et toujours pour le profit des banques !

Lorsque vous empruntez à la banque pour investir dans l'achat d'une maison ou dans l'immobilier, vous devez calculer le prix réel de ce que vous aurez payé, une fois votre hypothèque remboursée !

Vous ne vous êtes pas du tout enrichi !

Les banques, oui !

Le chemin de l'enrichissement se fait en plusieurs étapes.

Il faut premièrement payer ses dettes et éliminer, dans toute la mesure du possible, ses créanciers.

Libérer son actif. Augmenter son pouvoir d'achat.

Bâtir un capital qui sera investi en dehors de la juridiction du Canada, donc exempté d'impôt, qui servira par la suite à continuer à vous libérer financièrement et à élever votre qualité et votre niveau de vie.

Éliminez le crédit de votre vie sous toutes ses formes !

Vous ne serez plus, alors, l'esclave des créditeurs financiers. L'endettement fera dorénavant partie de votre passé et le restera !

Apprenez à vivre avec de nouveaux moyens, de nouveaux outils, des avoirs et non pas des crédits !

Il vous sera très agréable de vivre selon vos moyens lorsque vous aurez décuplé ces moyens.

Si vous persistez à vouloir essayer de vous enrichir en dedans de la juridiction du Canada, alors le seul moyen d'y parvenir est de vous ouvrir une banque.

Sinon, vous devez en sortir !



« Nous vivons dans notre pays une situation où, si un homme signe deux chèques de 100 \$, alors qu'il ne possède que 100 \$ dans son compte, il sera mis en prison pour félonie.

« Pourtant la même banque dans laquelle cet homme avait déposé ce 100 \$ peut, elle, écrire des chèques du même montant, non pas 2 fois... ou 5 fois... pas 10 fois... ou 20 fois... mais bien jusqu'à 70 fois sans être punie !

« Nous pénaliserons un homme qui écrit deux chèques sur le montant d'un seul mais nous glorifierons le banquier qui écrit ses chèques 70 fois et nous l'envoyons au congrès !! »

Lieutenant-colonel Archibald Robert

(The most secret science)



**« Le système bancaire moderne manufacture son argent à partir de rien !
C'est peut-être le plus grand tour de prestidigitacion qui ait jamais été inventé ! »**

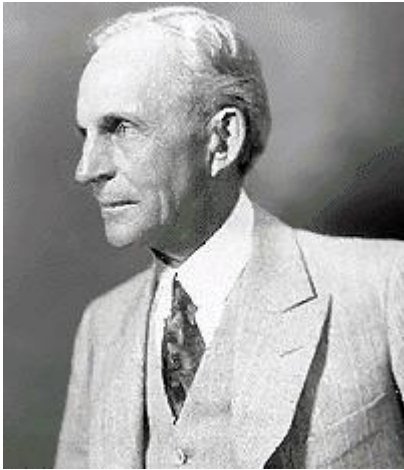
Major L.B. Angus

(Conseiller financier dans : chute des obligations)



« Le pouvoir d'émettre l'argent devrait être retiré des banques et redonné au gouvernement à qui il appartient. »

Thomas Jefferson



« La jeunesse qui pourra résoudre la question de l'argent, fera plus pour le monde que tous les soldats professionnels de l'histoire. »

Henry Ford Sr.

Maintenant, je crois qu'avec cette conversation entre clients et gérant d'une banque, vous commencez à comprendre la véritable nature de l'argent qui circule ici au Canada. Certains faits ont été répétés de différentes façons afin que vous puissiez bien les comprendre.

Voyons maintenant ce qu'est exactement l'argent.

L'argent est une reconnaissance de dette !

C'est l'argent de tous les comptes bancaires, les vôtres, les miens, ceux des grands financiers ou l'argent qui est dans nos poches. C'est aussi votre reconnaissance de dette, ou la mienne, celle de quelqu'un d'autre, celle de nos gouvernements, ou celle de la Banque du Canada. Tout l'argent qui existe est une reconnaissance de dette, y compris les billets de banque et les espèces sonnantes.

Chaque fois que vous empruntez, la banque crée de l'argent comptable (scriptural). Chaque fois que vous remboursez une dette, la banque détruit de l'argent comptable.

Ceux qui proposent de rembourser la dette du gouvernement fédéral ou celles des gouvernements provinciaux, n'ont pas compris le principe ! Au niveau

macroéconomique, rembourser une dette, c'est faire disparaître de l'argent qui servait au commerce des biens et services ; c'est retourner cet argent dormir dans les goussets de ceux qui capitalisent au lieu d'acheter.

Comment se porterait l'économie canadienne si on remboursait les 600 milliards \$ que doit le gouvernement fédéral, les 100 milliards \$ que doit le gouvernement du Québec, sans compter la somme des dettes accumulées par les autres provinces du Canada ?

En passant, il y a quelques années, Mme Pauline Marois, alors Ministre des finances du Québec, avait annoncé en grande pompe que son nouveau budget lui avait permis de donner la somme de 500 millions de dollars sur le capital du déficit. Fantastique, n'est-ce pas ? À ce rythme, le remboursement complet de la dette du Québec se ferait dans environ... 200 ans !?

Un 500 millions payé sur une dette que l'on ne pourra jamais rembourser au dépend de milliers de pauvres gens embourbés dans les urgences des hôpitaux.

Le problème n'est pas que l'argent proviennent des emprunts des gouvernements ! Mais que le créancier des gouvernements soit la Banque du Canada. Celle-ci, à la solde de l'industrie financière privée, refuse de financer entièrement les dépenses gouvernementales et laisse les créanciers privés multiplier les dettes publiques en intérêts composés sans produire de richesse, avec la permission du gouvernement fédéral ! Nos législateurs sont-ils aveugles ou complices ?

Comment produit-on l'argent ?

En empruntant !

Chaque fois que vous empruntez, la banque (s'entend ici les institutions financières) crée de l'argent comptable. Vous croyez que seule la Banque du Canada crée l'argent canadien ? C'est faux ! Il y en a qui croient encore que l'argent canadien est garanti par une réserve d'or de valeur équivalente. C'est encore faux !

Chaque fois qu'elles accordent un prêt, les banques privées, les Caisses populaires et toutes les institutions de crédit créent de l'argent. Chaque fois que les prêts sont remboursés, elles détruisent de l'argent, mais pas tout l'argent qu'elles ont créé.

Car l'institution financière a ajouté les frais d'intérêts à votre emprunt. Ainsi elle a créé de l'argent comptable (dette-intérêt) qui ne disparaîtra pas nécessairement quand vous rembourserez entièrement votre capital et intérêts. Votre dette de capital disparaîtra, votre dette d'intérêts disparaîtra pour vous, mais ne disparaîtra pas comme hypothèque sur la production collective. Les intérêts que vous aurez remboursés à la banque se retrouveront aux comptes de ses épargnants et de l'avoir de ses actionnaires. Cet argent (dette) ne disparaîtra pas tant que ceux-ci ne le dépenseront pas en achetant des biens et services d'un producteur et que celui-ci se servira de cet argent pour rembourser une dette.

Certains croient encore que le volume de la masse monétaire est basé sur l'or détenu par les banques centrales. Allez-y voir !

D'autres, y compris des économistes, croient que l'argent est créé uniquement sur l'augmentation du produit national ! C'est faux !

Tout emprunt, qu'il soit consenti à un producteur ou à un consommateur crée de l'argent comptable.

Les dettes d'intérêts ajoutés à l'emprunt initial créent aussi de l'argent comptable sans que le produit national n'augmente.

La plupart des gens croient que le terme « argent » englobe la monnaie, les billets de la Banque du Canada. Ces billets de banque sont simplement « de la monnaie ayant cours légal » et ils ne totalisent seulement que 28 milliards de dollars. Cette somme ne représente que 6 % de la masse monétaire canadienne évaluée à 445 milliards de dollars !

À remarquer que la dette seule du gouvernement fédéral canadien est de 600 milliards de dollars, alors que la masse monétaire canadienne est de 445 milliards, ce qui explique que toute dette n'est pas nécessairement de l'argent (outil d'échange) ; que l'argent produit par les dettes canadiennes (tous les emprunts privés et publics) disparaît systématiquement du revenu canadien en frais d'intérêts ; qu'il faudrait liquider toutes les richesses du Canada pour rembourser toutes les dettes privées et publiques des Canadiens.

Le Canada est l'un des trois seuls pays qui ont jugé à propos d'abolir les conditions de réserve pour les banques. Les deux autres pays sont la Grande-Bretagne et la Suisse. Même la Réserve Fédérale des Etats-Unis et la *Bundesbank* d'Allemagne ne se sont pas permis d'octroyer de telles subventions éhontées à leurs banques.

La liberté et la souveraineté financière ne sont pas des choses pour lesquelles on doit remplir un formulaire et obtenir une permission pour en jouir. C'est quelque chose d'unique qui peut vous appartenir. Ce sont des choses pour lesquelles vous devez prendre position dans votre vie. La tyrannie idéale est celle que les victimes s'infligent inconsciemment à elles-mêmes ! Les meilleurs esclaves sont d'ailleurs ceux qui s'asservissent eux-mêmes béatement et aveuglément.

L'une des plus astucieuses façons pour les prédateurs humains de conquérir leurs victimes les plus vigoureuses consiste à les convaincre inlassablement par de la propagande à l'effet qu'elles sont encore libres ! La plupart des gens croient qu'ils sont libres, alors qu'ils ne le sont pas. La plupart des gens pensent qu'ils vivent dans un pays libre, alors qu'il n'en est rien. La plupart des gens croient que nous vivons dans un système capitaliste de la libre entreprise, mais cela est loin d'être la vérité. Nous devons regarder autour et à l'intérieur de nous pour voir la réalité en face et défaire les fausses notions et les tromperies qui nous ont poussés à croire à quelque chose qui n'existe pas. De nos jours, la mentalité de « fatalité résignée », cet état d'esprit qui nous fait croire que les autres, en incluant l'état, nous doivent tout, est trop répandue dans notre monde. D'une façon ou d'une autre, dans notre dépendance, nous croyons que quelqu'un est supposé prendre soin de nous au lieu que nous prenions soin de nous-mêmes. Tout le monde veut vivre aux dépens de l'état, mais on oublie que l'état vit aux dépens de tous. Tous les gouvernements s'opposent à la liberté. Vos élus remplissent leur fonction pour leur propre bénéfice et non pour le vôtre. Vous est-il déjà arrivé de vous sentir non respecté par un bureaucrate ou un employé gouvernemental ? Vous êtes-vous déjà senti déshonoré, comme si vous n'étiez qu'une ressource pour le gouvernement ?

Vous savez que ce que je vous dis est vrai.

Cependant, ne croyez pas à mes paroles, ni à celles de personne. Vous devez penser et agir par vous-mêmes.

Pour maintenant, ne vous en faite pas... le meilleur, ou le pire, reste à venir !

Lorsque vous vous mettez à étudier, à scruter, à chercher et à fouiller les dessous de ce que les gouvernements veulent nous laisser voir, vous découvrez très rapidement que le panier est rempli de crabes, que le dessous des roches est bourré d'anguilles et que les ruelles sombres grouillent de rats bien engraisés !

Entre autres :

- Que le gouvernement fédéral des États-Unis a fait faillite à plusieurs reprises depuis 1933, un fait qu'il a systématiquement caché aux Américains.
- Que le Canada ne s'appartient plus, que nos parcs nationaux, les forêts, la propriété privée, les véhicules à moteur, les extraits de naissance, ainsi que les actifs des associations à but non lucratif et des sociétés à but lucratif ont été engagés comme nantissement de la dette fédérale.



« *La croissance de la nation et toutes nos activités sont dans les mains de quelques hommes.* »

Woodrow Wilson

(président des États-Unis, 1912-1920)

D.165 - Séminaire financier et d'Évangélisation - Partie 2

par Guy Richer

Gouvernement

(fisc)

J'ai dû étudier par moi-même et découvrir que bien des notions inculquées à l'école, par nos aînés, la communauté et les médias, étaient tout simplement fausses. Même, et surtout, la crème des maisons d'enseignement supérieur inculquait des **mensonges**. J'étais tellement imprégné de la mythologie de mon pays que je ne voyais pas ce qui se passait réellement. Je me suis alors engagé dans cette voie de recherche et d'enseignement qui amène à une forme de liberté possible dans notre contexte de vie.

Vous-mêmes, croyez-vous être libres ? Croyez-vous à ces balivernes qui disent que le Canada est un pays libre et un pays riche ?

Notre société étant bâtie sur l'argent et tout ce qu'il procure vous amène-t-elle à croire que vous êtes libres financièrement ?

Le total combiné de la dette de tous les niveaux de gouvernements dans ce pays s'élève maintenant à plus de **51 trillions**.



>>>51 Trillions !<<<

C'est bien ça ! Avec un grand « T » ! C'est 10 fois plus que la dette des États-Unis *per capita* !

Non, le gouvernement ne fera pas faillite ! Les impôts n'ont jamais été destinés à payer pour les services gouvernementaux.

Au niveau personnel, maintenant, en calculant le total des impôts fédéral et provincial enlevés de nos salaires ainsi que la TPS et la TVQ, sans oublier toutes les autres taxes et surtaxes déguisées qui nous sont imposées, nous voyons que tout cela vient nous enlever approximativement **80 % de notre revenu** ! Notre pouvoir d'achat net est d'environ **20 %**. Prenez le montant que cela représente et divisez-le par le nombre d'heures que vous avez travaillées pour le générer et dites-moi si vous vous rapprochez plus d'une personne libre ou... d'un esclave ?

Il faut aussi tenir compte de l'endettement généralisé, des paiements du loyer ou de l'hypothèque, la voiture, les cartes de crédit, les emprunts variés et autres dépenses à échéances régulières.

La quasi totalité des gens sont pris dans un engrenage financier tellement serré, où leur pouvoir d'achat est si réduit, qu'il ne faut pas s'étonner qu'il y ait des problèmes sociaux toujours croissants, comme plus de 47 000 faillites par année, selon les statistiques, un taux de suicide et de drames familiaux, hélas, de plus en plus élevé. Qu'y a-t-il de pire que les problèmes financiers pour briser les couples et les familles ?



Parlons maintenant du déficit canadien et tâchons de définir quelle est notre part de responsabilité en tant que citoyens.

La dette et le déficit du gouvernement ont donné lieu à un plus grand nombre de mythes que tout autre sujet de politique gouvernementale. Nous avons été poussés à croire que le Canada croule sous le poids d'un endettement lourd et menaçant parce que « **nous aurions vécu bien au-dessus de nos moyens** ». On nous a dit que la

crise financière a été causée par nos revendications pour l'obtention des programmes et des services publics « généreux » que le pays ne pouvait vraiment pas se permettre. On nous a menacés qu'à moins de réduire de façon draconienne les dépenses attribuées à ces programmes et services et de mettre fin à notre « dépendance malsaine » à leur égard, le Canada risque de frapper le mur de l'endettement. Par conséquent, le gouvernement ne pourra plus emprunter et notre niveau de vie finira par s'abaisser à celui des pays du Tiers-monde. « **Est-ce le genre d'héritage que nous voulons léguer à nos enfants ?** », nous chante-t-on d'un ton accusateur.

Compte tenu de ce sombre tableau qui nous est répété à longueur de journée, rien d'étonnant à ce que la plupart d'entre nous aient été persuadés que la réduction de notre dette doit être la « **priorité** » de notre gouvernement, peu importe si les pauvres, les démunis et les sans-emploi sont durement touchés. Nous nous sommes résignés aux compressions qui nous ont été imposées au nom de la sacro-sainte réduction du déficit. « **C'est pour votre bien** », nous assure-t-on. « **Vos enfants et vos petits enfants vous remercieront de ne pas leur avoir refilé cette énorme dette à régler.** » Certains d'entre nous nous demandons si nos enfants seront vraiment reconnaissants d'hériter de régimes d'assurance-maladie, d'un système d'assurance-chômage, d'éducation et autres services dont les normes seront inférieures à celles que nous aurons connues.

Toutefois, nos préoccupations sont balayées du revers de la main par les « experts » du milieu politique, du milieu des affaires et des médias. Ils nous promettent que, lorsque la dette publique sera réglée **en entier** et que nous aurons rétabli notre base fiscale, nous connaîtrons de nouveau la prospérité, une amélioration de notre niveau de vie et que tout le monde s'en portera mieux.

Nous sommes de plus en plus nombreux à douter de ces belles paroles.

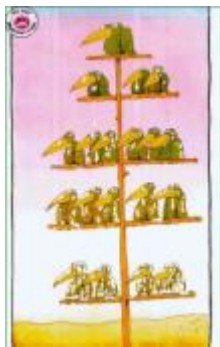
Nous mettons en doute le fait que cette dette ait réellement été causée par les dépenses excessives du gouvernement. Les banques et les grandes entreprises réalisent des profits faramineux alors qu'un plus grand nombre de personnes voient leurs salaires gelés ou perdent même leur emploi. Nous doutons que la souffrance créée par la réduction du déficit soit vraiment partagée de façon équitable.

Or, ces doutes sont bien fondés !

La plupart des discours qui nous sont maintes fois répétés au sujet de la dette et du déficit gouvernementaux **ne sont tout simplement pas vrais** ! Par contre, pour les riches et l'élite puissante, **concepteurs de ces mythes**, il est important que nous continuions à y croire. Car, aussi longtemps que nous y croirons, nous continuerons d'accepter les difficultés qui nous sont imposées.

Il est faux de croire que nous acceptons des taux d'intérêts élevés... de voir un si grand nombre de personnes en chômage et d'autres qui perdent leur droit à l'assurance-chômage... la pauvreté croissante et le dénuement qui affligent des millions d'entre nous et surtout l'appauvrissement d'un nombre croissant d'enfants. Mais nous acceptons à contre-cœur toute cette misère comme la conséquence de nos erreurs passées ; convaincus d'avoir exigé tant de sollicitude de nos gouvernements que nous les avons forcés à emprunter pour nourrir notre dépendance.

Le gouvernement s'est depuis longtemps placé au-dessus du peuple !



La vérité, c'est que les politiciens, les chefs d'entreprises, les banquiers et les spéculateurs des marchés financiers profitent de notre sentiment de culpabilité pour s'accaparer une part de plus en plus grande du revenu national. Ils nous ont gavés de toutes sortes de mythes au sujet des dépenses publiques et de la dette pour renforcer nos sentiments de culpabilité et de repentir.

Aussi longtemps qu'ils réussiront à nous faire croire que nous sommes responsables du borbier dans lequel se trouvent nos gouvernements, les politiciens, gens d'affaires et les banquiers **(les véritables responsables du déficit et de la dette)**

continueront à jouir de leur pouvoir et de leur richesse, à nos dépens. Ce que nous avons été amenés à croire comme des évidences ne sont, en réalité, que des chimères. Ils savent que si nous découvrons la vérité, nous ne les laisserons plus détruire nos programmes, nos valeurs et nos institutions auxquels la population canadienne tient tellement.



« Je crois que les institutions bancaires sont plus dangereuses pour nos libertés qu'une armée debout. »

Thomas Jefferson

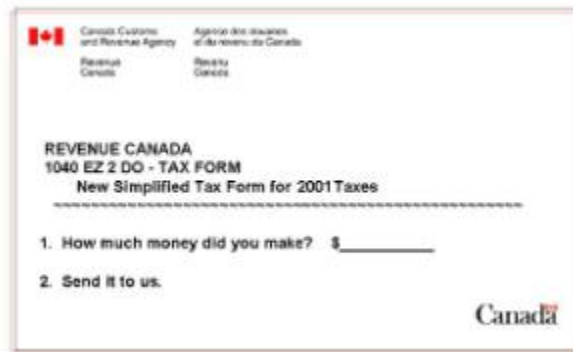
(Président des Etats-Unis de 1801 à 1809)



« L'histoire relate que les banquiers ont utilisé toutes sortes d'abus, intrigues, supercheries et violences possibles pour obtenir le contrôle des gouvernements en contrôlant l'argent et son émission. »

James Madison

(Président des Etats-Unis de 1809-1817)



Le déficit est une excuse qu'ils servent à toutes les sauces pour justifier ces ravages, sans quoi, ils seraient reconnus comme démantelant notre État-providence dans le seul but d'accroître leur richesse et leur pouvoir.

Le déficit et la dette nationale ne peuvent être ignorés. Les énormes frais de service de la dette drainent des milliards de dollars des coffres du gouvernement alors qu'ils pourraient être utilisés de façon constructive. Par contre, nous devons nous attarder aux vraies causes de ce problème fiscal et y remédier au lieu de chercher des boucs-émissaires et de démanteler l'État-providence.

Pour vous aider à mieux comprendre et vous montrer les preuves de l'ignorance dans laquelle le peuple est tenu et la manipulation volontaire qui touche toutes les facettes de notre vie, laissez-moi poser quelques questions qui touchent des points fondamentaux de nos finances personnelles et nationales.

— En vertu de quel article de la Constitution canadienne le gouvernement fédéral :

a) se donne-t-il le droit de prélever des impôts sur le revenu ?

b) se donne-t-il le droit de prélever la taxe sur des produits et services, soit la TPS ?

c) s'est-il donné le droit de déléguer ses pouvoirs exclusifs sur le cours monétaire et le monnayage à un cartel bancaire privé qui est, dans le cas présent, la Banque du Canada ?



— À qui appartient la Banque du Canada ?

— Qui sont les propriétaires de notre monnaie canadienne et pourquoi contrôlent-ils notre monnaie ?

— Si la Banque du Canada est vraiment gouvernementale, tel qu'on le prétend, quel article de la loi lui permet de ne pas être auditée ou de ne pas produire un rapport de ses états financiers au public, tel que prescrit par la loi sur l'accès à l'information ?

— Pourquoi le seul représentant du gouvernement, soit le sous-ministre des finances, siégeant au conseil d'administration de la Banque du Canada en tant que membre d'office, n'a-t-il pas le droit de voter ni droit de décision sur le conseil d'administration ?

— Pourquoi tous les 123 pays ayant une Banque Centrale (comme le Canada et les États-Unis) n'arrivent même plus à rembourser les intérêts sur la dette qu'ils ont contractée auprès de cette dernière ?

— Pourquoi une nation comme la nôtre, le Canada, avec le pouvoir exclusif de créer sa propre monnaie, selon l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, a-t-elle cédé ce pouvoir à un monopole bancaire privé et étranger, pour ensuite lui emprunter cet argent avec intérêts jusqu'au point de créer un état de faillite national perpétuel ?

— Pourquoi nous, les Canadiens, payons-nous plus de 30 milliards de dollars par année en intérêts à un **cartel bancaire étranger et privé**, alors que nous avons le pouvoir d'imprimer tout l'argent dont nous avons besoin, et ce, sans intérêts ?

— En vertu de quel article de loi le gouvernement fédéral n'est-il pas tenu de respecter et d'appliquer les jugements de la Cour Suprême du Canada (jugement de l'Hôtel Nelson) ?

— En vertu de quel droit le gouvernement fédéral a-t-il cédé, en 1993 au Fond Monétaire International (FMI), le pouvoir discrétionnaire de saisir tous nos avoirs et nos biens sans consultation populaire ou référendum (Bill C-124) ?

— Où est la copie de ce « contrat » que vous avez signé avec Revenu Canada leur permettant de changer votre statut de « personne naturelle à statut roturier » à

« entité légale fictive ci-nommé contribuable » ?

— Pourquoi l'impôt fédéral existe-t-il, quand, dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, on peut lire que l'impôt est **exclusivement du domaine provincial** ?

— Pourquoi l'impôt fédéral est-il payable à une institution qui **n'appartient pas** au gouvernement fédéral et qui **n'est pas** un ministère (nommé anciennement Revenu Canada et maintenant Agence des Douanes et du revenu du Canada) et que, au provincial, on paye notre impôt au Ministère du Revenu Provincial ?

Et maintenant, avez-vous des réponses à toutes ces questions ?

Et si non, pourquoi n'êtes-vous pas au courant ?

On se le demande, n'est-ce pas ?

Voici les articles tirés de L'ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE (1867) qui nous montrent clairement les **violations** des deux niveaux de gouvernements (fédéral et provincial), concernant la production et l'administration de l'argent, ainsi que les systèmes d'impôt.

1. — **DISTRIBUTION DES POUVOIRS LÉGISLATIFS**

Pouvoir du parlement

91 — Il sera loisible à la Reine, de l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des Communes, de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada, relativement à toutes les matières ne tombant pas dans les catégories de sujets par la présente loi exclusivement assignées aux législatures des **provinces** ; mais, pour plus de garantie, sans toutefois restreindre la généralité des termes ci-haut employés dans le présent article, il est par la présente déclaré que, (nonobstant toute disposition contraire énoncée dans la présente loi) l'autorité législative **exclusive** du parlement du Canada s'étend à toutes les matières tombant dans les catégories de sujets ci-dessous énumérés, savoir :

91.14 — Le cours monétaire et le monnayage.

91.15 — Les banques, l'incorporation des banques et l'émission du papier-monnaie.

91.16 — Les caisses d'épargne.

91.18 — Les lettres de change et les billets promissoires.

91.19 — L'intérêt de l'argent.

91.20 — Les offres légales.

Ces articles donnent au gouvernement fédéral **l'autorité et la responsabilité** du contrôle et de l'émission de notre monnaie, basés sur les ressources et richesses de la nation. Le gouvernement fédéral a ainsi à sa disposition une réserve illimitée d'argent sans dette pour financer le pays. Tout ce que le gouvernement fédéral a à faire, c'est d'imprimer cet argent. Et c'est précisément ce qu'il a fait pendant les 45 premières années de la Confédération.

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique est très clair sur le droit de percevoir l'impôt sur les revenus, aussi appelé « taxation directe », qui fût délégué aux **provinces**. L'article **92**, paragraphe **2**, se lit comme suit :

92.2 — Dans chaque province la législature pourra exclusivement faire des lois relatives aux matières tombant dans les catégories de sujets ci-dessous énumérés, à savoir : la taxation directe dans les limites de la province, dans le but de prélever un revenu pour des objets provinciaux.

Et la Cour Suprême du Canada va plus loin : elle déclare qu'aucun palier de gouvernement n'a le droit de transférer son autorité à un autre palier de gouvernement, et que si un tel transfert était tenté par un palier de gouvernement, il ne pourrait pas être légalement accepté par l'autre palier. (Transfert de pouvoir).

Le 3 octobre 1950, la Cour Suprême du Canada rendait jugement sur le cas impliquant l'Hôtel Lord Nelson d'Halifax, en Nouvelle-Écosse, contre les Procureurs généraux de la Nouvelle-Écosse et du Canada. Ce cas impliquait le transfert de pouvoirs du gouvernement provincial au gouvernement fédéral, et se rapportait directement à la loi de l'impôt sur le revenu. Dans un jugement unanime des sept juges, le plus haut tribunal du pays décida que les transferts de pouvoir **ne**

pouvaient se faire légalement. La Cour Suprême donna au gouvernement fédéral jusqu'en 1962 pour se retirer de tels accords impliquant des transferts de pouvoir, y compris le secteur de l'impôt sur le revenu, et pour abolir la loi fédérale de l'impôt sur le revenu.

Le gouvernement fédéral n'a clairement aucun droit constitutionnel de s'engager dans le domaine de l'impôt sur le revenu, ou tout autre genre de taxation directe, que ce soit en son nom ou au nom des provinces. **Donc, la loi fédérale actuelle de l'impôt sur le revenu est inconstitutionnelle.**



« Quand l'argent d'un gouvernement dépend des banques, ce sont elles et non les chefs du gouvernement qui contrôlent la situation. »

Napoléon Bonaparte

(Empereur de France)



**« La meilleure façon de briser l'ordre social,
c'est en débauchant sa valeur d'échange monétaire. »**

Vladimir Lénine

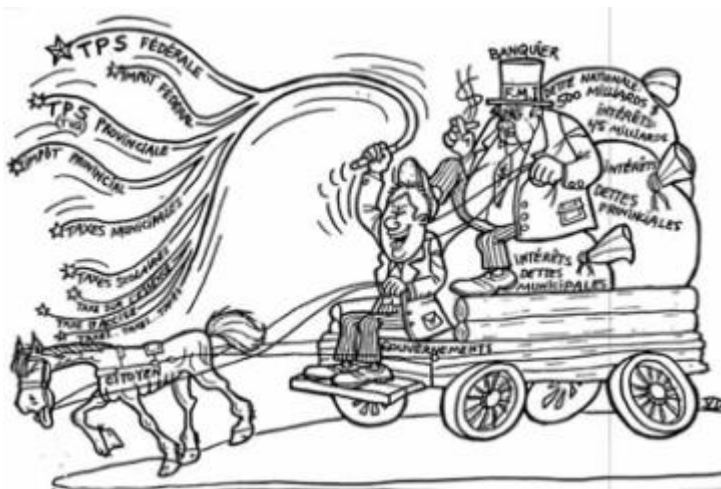
(Fondateur de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques)

En rapport avec la loi sur l'impôt, saviez-vous que...

- ...le fait de remplir une déclaration de revenu (formulaire T-1 ou TD-1) et de payer de l'impôt vous place en « contrat d'assumpsit » avec le Ministre du Revenu National et de l'Agence des Douanes et du Revenu du Canada ? Ce contrat implicite change votre statut de « personne naturelle » en « contribuable ».
- ...une entité « contribuable » est l'équivalent du statut « d'esclave » ne possédant rien, incluant son labeur et ses aptitudes ?
- ...à votre insu, le gouvernement fédéral a changé votre statut de « personne naturelle » en une « entité légale fictive » ?
- ...vous êtes devenu un « contribuable », faisant de vous la **propriété du gouvernement** ?
- ...un « contribuable » est assujetti à la loi de l'impôt, « une personne naturelle » ne l'est pas ?
- ...les définitions à l'intérieur de la législation excluent les « personnes naturelles de statut roturier » (*Common Law*) ?
- ...une croyance populaire dit que l'impôt est « volontaire », puisque devenir un « contribuable » devrait être volontaire ? Par contre, en tant que « contribuable » le paiement d'impôt est **obligatoire**. Bien entendu, tout consentement volontaire avec la Loi de l'Impôt sur le Revenu implique que vous êtes un « contribuable » !!!
- ...il est possible de quitter votre position de « contribuable » pour retourner au statut de « personne naturelle » ?

- ...il est possible de ne plus être assujetti à la Loi de l'Impôt ?!
- ...en tant que « personne naturelle », toute retenue de vos biens personnels (salaire ou revenu) constitue une « violation du droit de propriété » ?
- ...si vous cessez de produire vos déclarations et si vous ne payez plus d'impôt sur le revenu, vous devez annuler le contrat qui fait de vous un « contribuable » ?
- ...pour annuler ce contrat vous pouvez produire un avis public qui brise tout contrat avec le gouvernement ?
- ...une personne qui n'a jamais rempli de formulaire TD-1, n'est pas un « contribuable » et n'est donc pas assujettie à la Loi de l'Impôt ?
- ...se libérer de la Loi de l'Impôt sur le Revenu **n'est pas un acte d'évasion ou d'évitement fiscal**, vous n'êtes simplement plus assujetti à cette Loi ?

Échappatoires fiscales



- Plus de 98 000 Canadiennes et Canadiens dont le revenu annuel dépasse 100 000 dollars profitent d'échappatoires fiscales, et ne versent ainsi aucun sou d'impôt.
- Au moins 20 millionnaires canadiens, profitant des mêmes échappatoires fiscales, peuvent maintenir leur versement annuel d'impôt à moins de 100 \$.
- Environ 1 700 familles fortunées du Canada abritent tellement de revenus dans les fiducies familiales exemptes d'impôt, qu'elles font suffisamment

d'économies pour réduire leurs versements d'impôt d'environ 100 millions de dollars.

- La proportion d'impôt fédéral perçu auprès des entreprises a été abaissée d'environ 200 % entre 1961 et 1994, pour passer de 20 à seulement 7,2 %.
- Les cinq banques les plus importantes au Canada ont obtenu 2,8 milliards de dollars d'exemption d'impôt durant les années 1980, période au cours de laquelle ces mêmes banques ont mis à pied 12 000 personnes.
- De nombreuses entreprises ont le droit de différer leurs paiements d'impôt. Aux dernières nouvelles, elles devaient au gouvernement fédéral environ 40 milliards de dollars, dont il ne sera sans doute jamais versé un seul dollar. Elles ne sont même pas obligées de payer l'intérêt sur ces paiements différés.
- Le Canada est un des quelques pays qui n'a pas de taxe ni d'impôt sur le patrimoine et l'héritage. Si c'était le cas, et que ces impôts étaient prélevés au même taux moyen que les autres pays, ils rapporteraient un revenu fiscal supplémentaire estimé à 15 milliards de dollars par année.

La façon d'évaluer si un régime fiscal est équitable est de le fonder sur la capacité de payer des contribuables. On ne peut qualifier d'équitable un régime fiscal qui extrait chaque sou d'impôt possible des gens les moins fortunés et qui permet aux plus riches et aux grandes entreprises de n'en payer que très peu ou pas du tout.

La taxe sur les produits et services (TPS) est également imposée de manière inéquitable, puisque, même avec le remboursement, elle prélève proportionnellement plus de revenus disponibles auprès des pauvres qu'auprès des mieux nantis. L'exemption de la TPS sur l'achat d'actions et d'obligations favorise également les riches.

- Une TPS ou une taxe sur les transactions financières (TTF) d'à peine 0,1 % sur la vente de ces actions et obligations pourrait générer des revenus supplémentaires annuels pour le gouvernement de l'ordre de 10 milliards de dollars.
- Une TTF de 0,25 % pourrait amasser assez de revenus pour remplacer la TPS et toutes les taxes de vente provinciales.
- Une TTF de 0,5 % pourrait également, non seulement remplacer ces taxes,

mais pourrait aussi éliminer le déficit fédéral.

Les conservateurs prétendent que d'imposer les profits des entreprises inciteraient ces dernières à quitter le Canada, celles dont le départ n'a pas encore été facilité par les accords de libre-échange canado-américain et sud-américain. Or, si ce n'est qu'en raison de notre taux d'imposition que ces entreprises sont insatisfaites, où donc iraient-elles ? Car vingt-trois autres pays ont un taux d'imposition plus élevés (en pourcentage du PIB) que celui du Canada. Même les États-Unis ont un impôt sur l'héritage et un taux d'impôt minimum sur le revenu des entreprises.

Tout cela met en évidence le point suivant : le gouvernement fédéral a suffisamment de possibilités de réduire ses déficits en haussant les impôts de ceux et celles qui sont grossièrement sous-taxés à l'heure actuelle.

Des mesures visant à mettre fin aux échappatoires fiscales les plus scandaleuses, à percevoir un impôt sur le patrimoine et l'héritage ou au moins à percevoir l'intérêt accumulé sur ceux-ci, à appliquer un impôt même très modeste sur les transactions financières suffiraient à éliminer le déficit fédéral en une année ou deux et nous pourrions commencer à rembourser considérablement la dette nationale détenue par des créanciers privés.

On a plutôt décidé de laisser les plus influents (riches) conserver leurs privilèges fiscaux et de tirer, des mains des salariés, des pauvres, des malades, des personnes âgées et des sans-abri, la plupart des dollars fiscaux servant à réduire le déficit.

Incroyable, n'est-ce pas ? Mais pourtant très vrai !

DÉFISCALISATION

Depuis une vingtaine d'années, environ 45 000 personnes (particuliers et ex-contribuables) ont réussi à se libérer de façon tout à fait légale de la Loi de l'Impôt sur le Revenu. Les instigateurs de ce mouvement, né en Colombie-Britannique, sont Byron Fox, Bruce Stellar et Sir Lawrence Leupol, trois détaxés qui révèlent leurs trucs par le biais de séminaires à des milliers de personnes à travers le pays. Harcelés, ils sont toujours sortis indemnes de leurs multiples poursuites grâce à leur parfaite connaissance des nombreuses failles de la Loi de l'Impôt. Eldon Warman, un

semi-retraité qui vit en Alberta, a lui aussi son système de détaxation. Après avoir étudié pendant plus de 20 ans l'historique de la taxation canadienne, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, les constitutions canadiennes et américaines, la *Magna Carta*, la *Common Law* et la Loi statutaire, il a conclu que la Loi de l'Impôt sur le Revenu est illégale et inconstitutionnelle, et va même jusqu'à accuser le gouvernement fédéral de fraude envers le peuple ignorant ses droits à cause de sa méconnaissance des lois et de la Constitution. Jusqu'à maintenant, **l'État n'a trouvé aucun argument pouvant interdire son moyen de défiscalisation.**

La Loi de l'Impôt sur le Revenu provient de l'Acte sur la taxation de guerre, voté en 1917, dans le but de payer les dettes du premier conflit mondial, dettes que l'on devait aux banques, suite à la création de la loi sur les banques en 1913. À l'origine, cette loi s'appliquait aux personnes gagnant 3 000 \$ et plus par année, une somme colossale à l'époque, et ne prélevait que 4 % du salaire. Or, même si la dette fut entièrement remboursée en 1927, tous les gouvernements qui se sont succédés depuis cette époque ont maintenu cette loi d'exception, transformée en Loi de l'Impôt sur le Revenu, ce qui la rend inconstitutionnelle pour de nombreuses raisons.

Premièrement, comme nous l'avons déjà vu selon la Constitution (article 92, paragraphe 2), seules les provinces ont le droit de percevoir un impôt sur le revenu, et ce au niveau corporatif seulement, aussi appelé taxation directe.

Deuxièmement, l'Agence des douanes et revenu du Canada, malgré les apparences, est une entreprise privée et, en tant qu'organisme non-gouvernemental, n'a de ce fait **aucun droit de prélever un impôt.**

Troisièmement, la Loi de l'impôt outrepasserait les principes inaliénables des droits et libertés mentionnés dans la *Common law*, qui est la Loi suprême du Canada ; elle contrevient entre autres au droit à la propriété privée (droit d'acquérir, de posséder, d'utiliser, de vendre, de donner ou de léguer).

De plus, la façon obligatoire d'écrire sur les formulaires d'emploi, tout d'abord le nom de famille en lettres majuscules, puis le prénom, qui n'est pas le nom de la personne naturelle, transforme cette dernière en une entité fictive, nommée contribuable qui est assujettie de ce fait à la Loi de l'Impôt.

Enfin, tout contrat doit comporter trois conditions :

— **le plein consentement**

— **la pleine rétribution**

— **et la pleine connaissance**

Conditions que le formulaire TD-1 signé par tous les travailleurs dont les déductions sont prises à la source, ne remplit pas : il est obligatoire, ne remet pas la totalité des perceptions, et rend inaccessible une loi qui fait 2 500 pages que même les juges, avocats, ainsi que les employés de Revenu Canada ne comprennent pas !

Daniel J. Lavigne ne paye plus d'impôt depuis 1980. Pour ce faire, il s'est basé sur les principes de Nuremberg adoptés dans la résolution de l'ONU après la Deuxième Guerre Mondiale et reconnus par la Constitution canadienne selon lesquels nul ne doit encourager un pays à participer à des guerres et des génocides. Or, notre pays est un important fabricant d'armes nucléaires. Dans sa lettre au ministre, Daniel Lavigne maintient son refus de payer de l'impôt ou des taxes tant que le gouvernement sera impliqué dans la course aux armements. Il a fondé *l'International Humanity House* et propose une méthode de défiscalisation en trois étapes, en plus d'offrir une carte d'exemption de taxes utilisée par de nombreuses personnes au pays.

Ceux pour qui l'idée de ne plus payer d'impôt donne mauvaise conscience seront surpris d'apprendre que, selon le Vérificateur général du Canada, seulement 10 % de l'argent de l'impôt est consacré aux programmes sociaux et ce tant pour le fédéral que pour le provincial ; tout le reste sert à payer les intérêts de la dette à une banque privée. (En passant merci aux gens qui sont assez généreux, pour ne pas dire naïfs, pour prêter de l'argent au gouvernement en achetant des Obligations d'Épargne du Canada ou du Québec). De plus, le fait de savoir qu'on paiera tout de même des taxes de diverses façons peut également soulager sa conscience : taxes municipales, TPS et TVQ, taxes incluses sur le prix de l'essence, les cigarettes, l'alcool, la restauration, contributions à l'assurance-maladie, l'assurance-chômage, au fonds de pension du Canada, les contraventions et j'en passe, car il y a plus de **165 taxes différentes**.

Selon les partisans de la défiscalisation, le problème de la dette serait facilement résolu si le gouvernement reprenait le pouvoir qu'il avait jusqu'en 1913 de créer lui-même l'argent selon les paragraphes 14, 15, 16, 18, 19 et 20 de l'article 91 de la Constitution, comme nous l'avons déjà vu.

Ce pouvoir fut cédé de façon inconstitutionnelle aux banques qui créent autant de monnaie électronique qu'elles en ont besoin, soit de l'argent virtuel qui n'existe pas : en effet, les banques prêtent 70 fois plus d'argent qu'elles en ont dans leurs coffres ! C'est tellement vrai que si tout le monde se présentait pour retirer ses épargnes, ces institutions qu'on croit solides feraient faillite.

Ainsi donc, la défiscalisation prend du courage et de la volonté, car, en se défiscalisant, il faut se résigner à renoncer à certains avantages pour avoir accès à quelque chose qui n'a pas de prix : **la liberté** !



« Le monde ne sera sauvé, s'il peut l'être, que par des insoumis. Sans eux, c'en est fait de notre civilisation, de notre culture, de ce que nous aimions et qui donnait à notre présence sur terre une justification secrète. Ils sont, ces insoumis, le "sel de la terre" et les responsables de Dieu. »

André Gide

Personnellement, j'avais entamé les procédures de défiscalisation, il y a environ deux ans. En étant sur une liste d'attente dans les procédures, j'ai donc eu le temps de voir d'avance comment cela se passait pour ceux qui me précédaient sur la liste. Il s'agissait alors pour moi de bien évaluer le pour et le contre dans toutes les

facettes de ce processus. Car, quand j'ai parlé précédemment de courage et de volonté, ce n'était pas des paroles en l'air ! Il faut donc bien évaluer les particularités de chaque individu pour être certain que cela en vaut vraiment la peine, car il peut y avoir plus d'une façon de se défiscaliser. Il y a premièrement la façon pure et dure. Foncer tête première au front avec toute la paperasse et les personnes ressources nécessaires et, au nom de sa liberté, y aller coûte que coûte ! Si j'ai un bon salaire et que j'envisage de travailler encore longtemps comme salarié, alors cela en vaut certainement la peine. Mais il faut accepter d'avance tous les problèmes que ces démarches vont amener inévitablement. Soit des lettres d'intimidation, des menaces de saisie, des obligations à comparaître en cour, du stress, des inquiétudes et même, je n'exagère pas, la possibilité d'un séjour en prison.

Personnellement, non, très peu pour moi.

J'ai pensé à mes enfants, à ma famille et à toutes mes responsabilités et je sais que ce n'était pas la bonne façon de procéder pour moi.

Je me suis retiré de ce processus.

Mais j'ai quand même beaucoup de respect et d'admiration pour ceux qui ont choisi ce chemin.

La voie que j'ai préférée est simple et paisible parce que tout à fait discrète.

La voici :

- — Sur tout ce que je génère comme revenu, ici au Canada, je continue de payer des impôts, puisque je le génère **en dedans** de la juridiction du Canada.
- — Tout ce que je génère comme revenu **en dehors** de la juridiction du Canada ne regarde pas les gouvernements du Canada et du Québec.

Cela est complètement légal, facilement praticable, enrichissant et surtout sécuritaire.

C'est ma façon d'acheter la paix !

Je vous encourage très fortement à commencer à penser en ce sens et à débiter ce processus qui va sûrement apporter la prospérité et la paix dans votre vie de tous les jours. Je serai toujours disponible pour vous aider et vous donner les bons outils dans la reconstruction de votre vie financière grâce à **la vraie information** !

D.164 - Séminaire financier et d'Évangélisation - Partie 1

Séminaire financier et d'évangélisation

par Guy Richer

Comment fonctionne le système bancaire et pourquoi a-t-il été construit ainsi ? Pourquoi y a-t-il tant d'instabilité dans le système monétaire mondial ? Pourquoi les pays sont-ils endettés au point d'être sur le bord de déclarer faillite ? Y a-t-il des intentions cachées derrière la fragilité du système ? Autrement dit, cette fragilité est-elle intentionnelle ? Que cherche-t-on à provoquer de cette manière ?

Il y a des sociétés secrètes qui régissent le système bancaire et s'en servent pour amener le monde entier vers un Nouvel Ordre Mondial précédé d'un chaos indescriptible. Quelles sont-elles et comment s'y prennent-elles ? Quelle est LA SOLUTION pouvant nous garder des catastrophes que cette engeance nous prépare minutieusement ? Dans ce Séminaire, vous découvrirez des réponses aux questions que tout le monde doit se poser avant qu'il ne soit trop tard. Document-choc à lire absolument !



par Guy Richer

(1959-2004)

avec la collaboration de Roch Richer

Juste avant son décès, le 25 juin 2004, mon frère Guy avait terminé ce volumineux document qu'il avait entrepris de donner sous forme de séminaire aux personnes qu'il invitait à l'entendre dévoiler des renseignements très révélateurs sur la façon de fonctionner de notre monde financier et politique. Il avait cumulé de nombreuses informations et les avaient agencées avec intelligence afin de démontrer de manière claire et précise ce qui se fomentait dans notre société depuis des générations.

En son honneur, et dans l'espérance que son travail continuera à ouvrir les yeux de tous ceux qui ont à cœur de connaître la vérité, je vous offre ce séminaire en documents imprimables que vous pourrez consulter à loisir. C'est ce qu'il désirait. Son cœur était entièrement voué au service envers les autres et il oeuvrait pour Dieu avant que Celui-ci, dans Sa sagesse infinie, décide de le rappeler à Lui.

Que ces renseignements vous aident donc à mieux saisir le fonctionnement global de notre société et à entrevoir ce qui s'en vient à grands pas. C'est ce que je vous souhaite, par la grâce de Dieu,

Roch Richer

par Guy Richer

Première Partie

Statut et finances personnelles

Introduction

Le but de ce séminaire financier est de vous apporter une certaine conscientisation et un désir d'en savoir plus sur le système économique dans lequel nous vivons et de créer en vous un éveil à la réalité qui, trop souvent, nous est cachée.

Je n'ai pas la prétention de vous « enseigner » mais plutôt de partager avec vous des connaissances que j'ai acquises par des études en finance, en assistant moi-même à plusieurs séminaires, ainsi qu'en effectuant de nombreuses recherches personnelles ou en collaboration, vers cette quête de la réalité et de la vérité.

Dans ce document, nous verrons la présentation de faits et également la dénonciation de structures et de personnages qui ont amené beaucoup de séductions et de supercheres dans l'administration de notre pays.

Tout ce que nous verrons ne doit pas ébranler votre intégrité, mais plutôt stimuler votre attitude à vouloir changer des choses fondamentales ou pratiques dans votre vie personnelle ou sociale.

On dit que « *la vérité qui libère l'homme est en général celle que l'homme préfère ne pas entendre* ».

D'accord, vous avez toujours la liberté d'accepter ou de refuser ce réveil à la réalité.



Vous êtes tout à fait libres, si vous le préférez, de tomber dans ce qu'on appelle « le syndrome de l'autruche » ! Mais rappelez-vous une chose, c'est que lorsque vous avez la tête bien enfouie dans le sable, vos fesses, elles, sont parfaitement bien placées pour ceux que vous ne verrez pas venir !!

« Lorsque les arbres seront tous abattus et les animaux tous exterminés, l'homme découvrira qu'il ne se nourrit pas d'argent ! »



LE CONTRAT TACITE des gens qui dorment...

« Qui ne dit mot, consent ! »

Texte anonyme pris sur le *net* qui résume bien la façon de penser et de vivre de notre société...

« Mes chers amis,

Le 11 septembre marque le triste anniversaire d'une catastrophe hautement symbolique pour l'humanité. Peu importe nos croyances ou nos idées politiques, le système mis en place dans notre monde libre repose sur l'accord tacite d'une sorte de contrat passé avec chacun d'entre nous, dont voici dans les grandes lignes le contenu :

- — J'accepte la compétition comme base de notre système, même si j'ai

conscience que ce fonctionnement engendre frustration et colère pour l'immense majorité des perdants.

- — J'accepte d'être humilié ou exploité à condition qu'on me permette à mon tour d'humilier ou d'exploiter quelqu'un occupant une place inférieure dans la pyramide sociale.
- — J'accepte l'exclusion sociale des marginaux, des inadaptés et des faibles, car je considère que la prise en charge par l'État a ses limites.
- — J'accepte de rémunérer les banques pour qu'elles investissent mes salaires à leur convenance, et qu'elles ne me reversent aucun dividende de leurs gigantesques profits qui, eux, serviront à dévaliser les pays pauvres, ce que j'accepte implicitement. J'accepte aussi qu'elles prélèvent une forte commission pour me prêter de l'argent et qu'elles m'obligent à **leurs conditions**.
- — J'accepte que l'on congèle et que l'on jette des tonnes de nourriture pour que les cours monétaires ne s'écroulent pas, plutôt que de les offrir aux nécessiteux et de permettre à quelques centaines de milliers de personnes de ne pas mourir de faim chaque année.
- — J'accepte qu'il soit interdit de mettre fin à ses jours rapidement ; en revanche, je tolère qu'on le fasse lentement en inhalant ou ingérant des substances toxiques autorisées par les états.
- — J'accepte que l'on fasse la guerre pour faire régner la paix. J'accepte qu'au nom de la paix, la première dépense des états soit le budget de la défense. J'accepte donc que des conflits soient **créés artificiellement** pour écouler les stocks d'armes et faire tourner l'économie mondiale.
- — J'accepte l'hégémonie du pétrole dans notre économie, bien qu'il s'agisse d'une énergie coûteuse et polluante, et je suis d'accord pour empêcher toute tentative de substitution, s'il s'avérait que l'on découvre un moyen gratuit et illimité de produire de l'énergie, ce qui serait probablement notre perte.
- — J'accepte que l'on condamne le meurtre de son prochain, sauf si les états décrètent qu'il s'agit d'un ennemi et nous **encouragent à le tuer**.
- — J'accepte que l'on divise l'opinion publique en créant des partis de droite et de gauche qui passeront leur temps à se combattre en me donnant l'impression de faire avancer le système. J'accepte d'ailleurs toutes sortes de divisions possibles, pourvu qu'elles me permettent de focaliser ma colère

vers les ennemis **désignés** dont on agitera le portrait devant mes yeux.

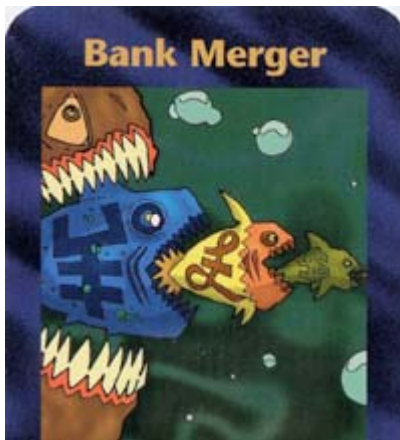
- — J'accepte que le pouvoir de façonner l'opinion publique, jadis détenu par les religions, soit aujourd'hui aux mains d'affairistes non-élus démocratiquement et totalement libres de contrôler les états, car je suis convaincu du bon usage qu'ils en feront !
- — J'accepte l'idée que le bonheur se résume au confort, l'amour au sexe, et la liberté à l'assouvissement de tous les désirs, car c'est de quoi la publicité me rabâche les oreilles toute la journée. Plus je serai malheureux et plus je consommerai : je remplirai ainsi mon rôle en contribuant au bon fonctionnement de notre économie.
- — J'accepte que la valeur d'une personne se mesure à la taille de son compte bancaire, qu'on apprécie son utilité en fonction de sa productivité plutôt que de sa qualité, et qu'on l'exclue du système si elle n'est plus jugée assez productive.
- — J'accepte que l'on paie grassement les sportifs ou les acteurs, et beaucoup moins les professeurs et les médecins chargés de l'éducation et de la santé des générations présentes et futures.
- — J'accepte que l'on mette au ban de la société les personnes âgées dont l'expérience pourrait nous être utile, car étant la civilisation la plus évoluée de la terre, nous savons que l'expérience ne se partage ni ne se transmet.



- — J'accepte que l'on me présente des nouvelles négatives et terrifiantes du monde tous les jours, pour que je puisse apprécier à quel point notre

situation est normale et combien j'ai de la chance de vivre en occident. J'accepte donc qu'entretenir la peur dans nos esprits ne peut être que bénéfique pour nous.

- — J'accepte que les industriels, militaires et politiciens se réunissent régulièrement pour prendre, sans nous concerter, des décisions qui engagent l'avenir de la vie et de la terre entière.
- — J'accepte de consommer de la viande bovine traitée aux hormones sans qu'on me le signale explicitement. J'accepte que la culture des OGM se répande dans le monde entier, permettant ainsi aux trusts de l'agroalimentaire de breveter le vivant, d'engranger des dividendes conséquents et de tenir sous leur joug l'agriculture mondiale.
- — J'accepte que les banques internationales prêtent de l'argent aux pays souhaitant s'armer et se battre, et de choisir ainsi ceux qui feront la guerre et ceux qui ne la feront pas. Je suis conscient qu'il vaut mieux financer les deux bords afin d'être sûr de gagner de l'argent, et faire durer les conflits le plus longtemps possible afin de pouvoir totalement piller leurs ressources s'ils ne peuvent pas rembourser les emprunts.
- — J'accepte que les multinationales s'abstiennent d'appliquer les progrès sociaux de l'occident dans les pays défavorisés. Considérant que c'est déjà une faveur que de les faire travailler, je préfère qu'on utilise les lois en vigueur dans ces pays permettant de faire travailler des enfants dans des conditions inhumaines et précaires. Au nom des Droits de l'homme et du citoyen, nous n'avons pas le droit de faire de l'ingérence.
- — J'accepte que les hommes politiques puissent être d'une honnêteté douteuse et qu'ils soient parfois même corrompus. Je pense d'ailleurs que c'est normal au vu des fortes pressions qu'ils subissent. Mais pour la majorité comme nous, par contre, la tolérance zéro doit être de mise.
- — J'accepte que les laboratoires pharmaceutiques et les industriels de l'agroalimentaire vendent dans les pays défavorisés des produits périmés ou utilisent des substances cancérigènes interdites en occident.
- — J'accepte que le reste des humains, c'est-à-dire, quatre milliards d'individus, puisse penser différemment à condition qu'il ne vienne pas exprimer ses croyances chez nous, et encore moins de tenter d'expliquer notre Histoire avec ses notions philosophiques primitives.



- — J’accepte l’idée qu’il n’existe que deux possibilités dans la nature, à savoir chasser ou être chassé, la loi du plus fort, l’eugénisme ! Et que si nous sommes doués d’une conscience et d’un langage, ce n’est certainement pas pour échapper à cette dualité, mais pour justifier pourquoi nous agissons de la sorte.
- — J’accepte sans me poser de questions et je considère comme vérités toutes les théories proposées pour l’explication du mystère de nos origines. Et j’accepte que la nature ait pu mettre des millions d’années pour créer un être humain dont le seul passe-temps soit la destruction de sa propre espèce en quelques instants.
- — J’accepte la recherche du profit comme but suprême de l’Humanité, et l’accumulation des richesses comme l’accomplissement de la vie humaine.
- — J’accepte la destruction des forêts, la quasi-disparition des poissons de nos rivières et de nos océans. J’accepte l’augmentation de la pollution industrielle et la dispersion de poisons chimiques et d’éléments radioactifs dans la nature. J’accepte l’utilisation de toutes sortes d’additifs chimiques dans mon alimentation, car je suis convaincu que si on les y met, c’est qu’ils sont utiles et sans danger.
- — J’accepte cette situation, et j’admets que je ne peux rien faire pour la changer ou l’améliorer.
- — J’accepte ainsi d’être traité comme du bétail, car tout compte fait, je pense que je ne vauds pas mieux.
- — J’accepte de ne poser aucune question, de fermer les yeux sur tout ceci, et de ne formuler aucune véritable opposition, car je suis bien trop occupé par ma vie et mes soucis. J’accepte même de défendre jusqu’à la mort ce contrat

si vous me le demandez.

- — J'accepte donc, en mon âme et conscience et définitivement, cette triste matrice que vous placez devant mes yeux pour m'empêcher de voir la réalité des choses. Je sais que vous agissez pour mon bien et pour celui de tous, et je vous en remercie.



Quelle chance d'être un mouton...

Je ne me sens jamais seul,

toujours entouré d'une multitude de moutons...

Ma conscience est tranquille parce que

je ne me pose pas de questions...

Toute ma confiance est en mon bon berger

qui assure ma sécurité et mon confort...

L'exploitation de ma laine est ma contribution

juste et équitable à ma communauté...

Bèèèè !

Je suis un animal inconscient.

**On me nourrit, on exploite ma laine et finalement,
on me conduit à l'abattoir...**

Statut et finances personnelles

- Au Québec un travailleur sur quatre ne travaille pas.
- Une personne sur trois vit sous le seuil de la pauvreté.
- Notre dette nette par tête est la plus élevée de tous les pays industrialisés : 20 fois celle du Brésil !
- 50 % des jeunes ne terminent pas leur secondaire.
- La moitié des Québécois n'a pas accès à la propriété.
- Le revenu moyen des Québécois stagne depuis 20 ans.
- La violence explose partout et reste impunie. Il faut des années pour obtenir justice, et à prix fort.
- La gratuité des programmes sociaux est remise en question.
- Les revenus moyens et la qualité de vie diminuent, les personnes âgées ont moins de sécurité et les jeunes moins d'espoir qu'il y a une génération.
- Le capitalisme triomphe en apparence dans les pays où la liberté rime avec démocratie. Lorsque l'analyse est poussée un peu plus loin, nous constatons que les 20 % de riches accaparent 80 % des ressources de toute la terre. En terme d'efficacité, ce système n'en a que l'apparence. C'est comme utiliser plus de semences dans une culture que ce qui est récolté.



Même dans les pays riches, le système fait en sorte que les gens ne puissent pas se rendre compte de ce qui se passe. Non pas qu'ils n'ont pas accès à l'information, mais plutôt que l'excès d'abondance les rend dépendants et incapables de s'en passer.

Dans notre culture, nous avons appris à acquérir des biens, non seulement pour répondre essentiellement à nos besoins, mais aussi pour promouvoir notre statut social. Le fait de posséder et d'exposer son statut financier a pour conséquences des histoires de gens qui ont tout perdu à cause d'accidents malheureux : faillites, divorces, poursuites judiciaires, saisies, etc.

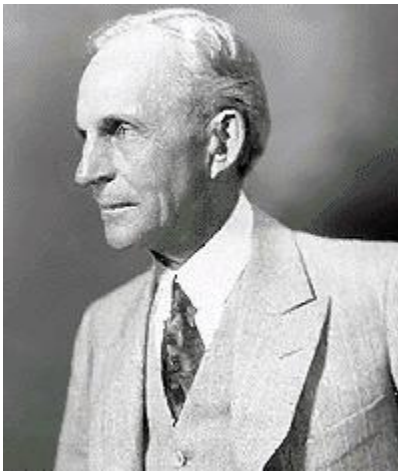
Au Canada, il est difficile de protéger ses avoirs par des structures solides contre ce genre d'évènements. Être propriétaire n'a plus le sens honorable qu'on lui prêtait auparavant. Posséder des biens ou des propriétés signifie, souvent, être vulnérable financièrement.



« Toute la perplexité, la confusion et la détresse aux États-Unis, viennent, non pas des défauts de la Constitution ou de la Confédération, non par manque d'honneur, mais bien par l'ignorance de la nature de l'argent et du crédit en circulation. »

John Adams

(Deuxième président des États-Unis)



« Si les gens de cette nation comprenaient notre système bancaire et monétaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin ! »

Henry Ford Sr.

(Industriel américain, fondateur de la *Ford Motor Inc.*)



Voici une petite histoire qui pourrait vous démontrer que tout le monde peut être exposé à une poursuite quelconque :

Christian a décidé de retourner sa carte de crédit parce qu'il ne l'utilise plus. Il coupe la carte en deux et la jette sans en informer sa compagnie de crédit. Deux semaines plus tard, la carte se renouvelle automatiquement. Ce que Christian ne savait pas, c'est que le nouveau locataire de son ancien appartement a reçu sa nouvelle carte. Le nouveau locataire s'empare de la carte et profite du 10 000 \$ disponible. Six mois plus tard, un huissier, ayant trouvé la nouvelle adresse de Christian, vient cogner à sa porte. Christian n'a reçu aucun envoi à cet effet puisqu'il n'avait jamais fait le changement d'adresse. Bientôt, le huissier saisit sa voiture et son nouvel ordinateur. Les circonstances ont fait qu'il a été jugé coupable sans pouvoir se défendre. Maintenant, il a le fardeau d'actionner le nouveau locataire, mais ce nouveau locataire est assisté social et ne possède aucun bien saisissable.

Cette histoire vous démontre que l'imprévisible peut cogner à votre porte et vous

démunir de vos biens. C'est une histoire unique en son genre, mais combien d'histoires d'horreur nous sont racontées à propos de gens qui ont perdu tout ce qu'ils avaient acquis pendant toute une vie. Les divorces et les saisies des Ministères du Revenu sont d'actualité plus que jamais. Les gens se font dépouiller, souvent injustement, parce qu'on ne leur a jamais enseigné à se protéger. Des familles sont jetées à la rue parce que nos professionnels, très involontairement, n'ont pas la connaissance et la compétence pour sécuriser vraiment les gens contre toutes poursuites.



« Si vous ne luttez pas maintenant pour ce qui est droit et se gagne facilement sans que le sang soit versé ; si vous ne luttez pas, alors que votre victoire est certaine et non coûteuse ; le temps peut alors venir où tous les éléments du combat seront contre vous, avec peu de chance de survie. Il se peut que vous ayez à lutter sans espoir, sachant qu'il vaut mieux périr que de vivre dans l'esclavage. »

Winston Churchill

(Premier Ministre d'Angleterre de 1940 à 1945 et 1951 à 1955)



Pour commencer, la vie privée et la sécurité sont devenues choses du passé. Comme la plupart d'entre vous en ont sûrement conscience, votre vie est un grand livre ouvert. Depuis votre naissance, vous êtes obstinément poursuivis par les banques, les bureaux de crédit, les gouvernements et par quiconque désire obtenir de

l'information sur votre personne. N'importe quel individu qui manifeste le désir de vous poursuivre ou qui détient un jugement de la Cour peut accéder à vos dossiers. Dans des sociétés litigieuses comme la nôtre, le besoin de protéger ses biens et de sauvegarder sa vie privée n'a jamais été plus urgent.

Avec la venue d'une gamme de cartes d'identité gouvernementales, de cartes intelligentes et autres systèmes de retraçage sophistiqués, vous avez besoin de systèmes encore plus sophistiqués pour éviter ces invasions de votre vie privée.

Ce n'est certes pas être inutilement alarmiste que de constater maintenant que de plus en plus de commerces nous demandent des renseignements personnels de façon injustifiable pour le simple achat d'un bien ou service.

Certains diront : « *Voyons, as-tu quelque chose à cacher ?* »

Évidemment que j'ai quelque chose à cacher : **ma vie privée !**

Ma prochaine question est maintenant la suivante : pourquoi en est-il ainsi ? Les gouvernements ont-ils un droit légal (et nous étant bénéfique) d'agir de la sorte ?

Ce système a-t-il été instauré pour mieux servir la population ou plutôt pour mieux l'asservir ?



Un ancien président américain, **John Adams**, a dit un jour :

« On ne peut préserver la liberté sans que les gens qui ont le droit et le désir de savoir, puissent bénéficier d'une connaissance générale. Du reste, ils ont un droit, un droit incontestable, un droit inaliénable, un droit indivisiblement divin d'accéder à ce type de connaissance des plus redoutés et enviés ; je veux parler de la connaissance du caractère et de la conduite de leurs dirigeants. »